

SERVICE DU CONTENTIEUX

AFFAIRES GÉNÉRALES

N° 4.520 <sup>ch</sup>

Service Central: *Agents*

Région: *Est*

*Droit à loyer*

OBJET DE LA CONSULTATION

*M. Brodier, Chef de district à Vitte, —  
qui, titulaire d'un bail 3-6-9 en date du  
24 octobre 1937, veut de recevoir congé pour  
le 1<sup>er</sup> novembre 1940, date d'expiration de la première  
période — demande s'il a la possibilité de  
résister à ce congé. —*

Références :

Observations :

D. N° 4.520; Aff. :



PARIS, le

15 JAN. 1940

VOIE et TRAVAUX **EX**

CABINET DE L'INGÉNIEUR EN CHEF

23, rue d'Alsace

PARIS - 10°

TÉLÉPHONES

URBAIN : Botzaris 48-80

INTER : Botzaris II et la suite

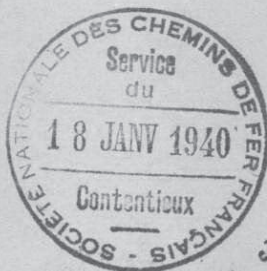
N° 21129 D.

VITTEL.

-----  
Logement BRODIEZ,  
Chef de district.  
--

3 p.

Monsieur le CHEF DU SERVICE DU CONTENTIEUX.



J'ai l'honneur de vous communiquer une demande de renseignements formulée par M. BRODIEZ, chef de district à VITTEL, au sujet d'un congé que vient de lui faire signifier son propriétaire pour la maison qu'il occupe à VITTEL.

Je vous prie de vouloir bien me donner votre avis sur la possibilité que pourrait avoir M. BRODIEZ de résister à ce congé.

P<sup>r</sup> Le Chef du Service de la Voie et des Bâtiments  
Le Chef de la Division des Études

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'A. Hopmann'.

M. Chavaune  
18-1-40  
q



S.

Trouville xxxxx

25

Janvier 40

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX  
XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

S.J.

4.520<sup>Ch</sup>

Monsieur le Chef du Service de la Voie  
et des Bâtiments de la Région de l'EST

V. Réf.  
21139<sup>D</sup>

3 p.

En vous retournant les pièces ci-jointes, que vous avez bien voulu me communiquer par votre lettre du 15 Janvier courant, j'ai l'honneur de vous faire connaître que je ne vois pas la possibilité pour M. Brodiez, chef de district à Vittel, de résister au congé que vient de lui faire signifier son propriétaire.

S'agissant, en effet, d'un bail de 3, 6 ou 9 années à la volonté réciproque des parties, ce congé a été régulièrement donné pour la date d'expiration de la première période de jouissance.

D'autre part, le bail étant postérieur au 30 Juin 1937, M. Brodiez ne peut réclamer le bénéfice de la prorogation instituée par l'art.2 de la loi du 1<sup>er</sup> Avril 1926, modifiée par celles des 29 juin 1929 et 31 Décembre 1937.

Quant à la prorogation de plein droit visée à l'art.12 du Décret-loi du 26 Septembre 1939, elle n'est



accordée qu'accessoirement à une réduction de loyer  
obtenue en application des dispositions dudit décret,  
situation qui paraît étrangère au cas de M. Brodier.

*Adm*  
LE CHEF DU CONTENTIEUX,

*Signé: de Carquay*



S. J.

Des n° 4.520<sup>ch</sup>

Vu:

V. Ref.:

21139 D

by

Monsieur le Chef du Service  
de la Voirie et des Bâtimens  
de la Région de l'Est,

En vous retournant  
les pièces ci-jointes, que vous avez  
bien voulu me communiquer par  
votre lettre du 15 janvier courant, j'ai  
l'honneur de vous faire connaître  
que je ne vois pas la possibilité pour  
M. Brodier, chef de district à Vitte, de  
résister au coupé que vient de lui  
faire signifier son propriétaire.

S'agissant, en effet, d'un  
baït à 3-6<sup>ans</sup> 9<sup>ans</sup> à la volonté reciproque  
de partie, ce coupé a été régulièrement  
donné pour la date d'expiration de  
la première période de jouissance.

D'autre part, le baït étant  
postérieur au 30 juin 1937, M. Brodier  
ne peut réclamer le bénéfice de la  
prorogation instituée par l'art. 2 de la  
loi du 1<sup>er</sup> avril 1926, modifiée par  
celles des 29 juin 1929 et 31 décembre 1937.

Quant à la prorogation  
de plein droit visée à l'art. 12 du  
décret-loi du 26 septembre 1939, elle n'est

3 p.

28/1



accorder un accroissement à une  
réduction de loyer obtenue en application  
de dispositions dudit décret, situation  
qui paraît fautive au cas de  
M. Brodier.

Le Chef de Contentieux,



SERVICE DU CONTENTIEUX

AFFAIRES GÉNÉRALES

N° 4.521<sup>ch</sup>

Service Central: Agents

Région: Ouest

Bail à loyer

(D. 26 Sept. 1939)

OBJET DE LA CONSULTATION

L'homme d'équipe Lesage (Eugène),  
muté de Paris à Nantes, demande s'il peut  
résilier sa location du Pécq (seme et bre),  
en se prévalant du D.L. 26 Septembre 43.

Références :

Observations :

D<sup>r</sup> N° 4.521<sup>ch</sup> Aff. :



Trouville, xxxxx 25 Janvier 40

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX  
XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

S.J.

4.521<sup>Ch</sup>

Monsieur Eugène LESAGE

homme d'équipe

à la gare de Nantes-Etat

Les règles spéciales de résiliation des locations prévues par le Décret-loi du 26 Septembre 1939, ne peuvent être invoquées, aux termes de l'art.4 de ce décret, par le locataire n'appartenant pas aux formations de l'armée ou du territoire, que s'il justifie "par suite de circonstances résultant de l'état de guerre et survenues postérieurement au contrat, soit cesser de jouir de l'usage de tout ou partie des locaux, soit ne pouvoir entrer en jouissance, soit être privé d'une notable partie des ressources sur lesquelles il pouvait compter pour faire face au paiement de ses loyers, soit enfin ne pouvoir continuer normalement l'exploitation ou l'exercice de la profession en vue de laquelle les lieux ont été loués"

Or votre mutation de Paris à Nantes, déterminée par des raisons de service, est sans relation directe avec l'état de guerre.

Le Décret du 26 Septembre 1939 ne vous est donc pas applicable, et vous ne pouviez résilier votre location



5.

du Pecq que dans les conditions du droit commun.

Si vous n'aviez pas de bail, mais un simple engagement de location, vous deviez respecter les délais de préavis de congé fixés par les usages de la localité, - usages dont vous pourriez avoir connaissance en vous adressant au Secrétariat de la Mairie du Pecq.

Or, il est généralement d'usage, dans la région parisienne, que le congé soit donné avant le commencement d'un trimestre pour le trimestre suivant, les dates de renouvellement des locations étant par ailleurs fixées aux 1<sup>er</sup> janvier, 1<sup>er</sup> avril, 1<sup>er</sup> juillet et 1<sup>er</sup> octobre.

S'il en est bien ainsi au Pecq, votre congé du 2 janvier ne pourra porter effet que pour le terme du 1<sup>er</sup> Juillet 1940 indiqué par votre propriétaire; et celui-ci est, dès lors, fondé à vous réclamer le loyer jusqu'à cette date. Il reste, d'ailleurs, entendu que, si à la suite de votre départ, une relocation était conclue avant le 1<sup>er</sup> Juillet, vous seriez en droit d'exiger de votre propriétaire une restitution de loyer, pour la période courue entre l'entrée en jouissance du nouveau locataire et l'expiration du deuxième trimestre 1940.

*adp*  
LE CHEF DU CONTENTIEUX,

*Signé: de Cagnaray*



53.

Monsieur le Chef du  
Contentieux

Paris S.<sup>t</sup> Lazare

Nous vous transmettons ci-  
joint pour la suite que vous  
jugerez une demande de résiliation  
de bail présentée par l'homme d'  
Equipe Le Sage Eugène n° 197051.  
nouvellement muté de Paris.



Nantes Etat le 11. 1. 40

Le Chef de gare F<sup>ac</sup>

*[Handwritten signature]*

M. Chavaume  
18.1.40  
*[Handwritten mark]*



2u  
transmise  
autobus

Nantes le 11 janvier 1940

Monsieur

Etant nommé le 18 novembre 1939  
de la gare de Paris St-Lazare à la  
gare de Nantes Etat, je croyais pouvoir  
profiter du décret-loi du 26 septembre  
1939 et paru le 5 octobre au journal officiel,  
par lequel je pouvais résilier mon  
loyer, sis 11 route de Carrière à Le Pécq  
(S. et O.) en avertissant mon propriétaire  
un mois à l'avance.

N'ayant trouvé un loyer que le  
1<sup>er</sup> janvier 1940, j'ai donc le 2 janvier  
envoyé une lettre recommandée à mon



propriétaire pour l'avertir que mon  
logement serait libre le 1<sup>er</sup> Février 1940.

Je viens de recevoir son accusé  
de réception, par lequel il m'avertit que  
je devrais mon terme jusqu'au 1<sup>er</sup>  
juillet 1940.

Aussi je viens solliciter de  
Votre bienveillance s'il vous était  
possible de me donner la marche à  
suivre à ce sujet

Lesage Eugène (197051)

Homme Equipe

à Nantes Etat.



S. J.

Je n° 4.521 ch

Vu  
by

Monsieur Eugène Lesage,  
homme d'équipe à la  
Gare de Nantes - Etat.

Les règles spéciales de répartition  
des locations <sup>en faveur des non-militaires</sup> prévues par le Décret du  
du 26 Septembre 1939 ne peuvent être  
invocées, aux termes de l'art. 4 de ce décret, ~~par le~~  
locataire <sup>+</sup> "qui justifiera, par suite de  
circonstances résultant de l'état de guerre  
et survenues postérieurement au contrat,  
soit cesser de jouir de l'usage de tout  
ou partie des locaux, soit ne pouvoir  
entrer en possession, soit être privé d'une  
notable partie des ressources sur lesquelles il  
pouvait compter pour faire face au paiement  
de ses loyers, soit enfin ne pouvoir continuer  
normalement l'exploitation ou l'exercice de la  
profession en vue de laquelle les lieux ont été  
loués".

Or votre mutation de Paris à Nantes,  
déterminée ~~uniquement~~ par des raisons de  
service, est sans relation directe avec  
l'état de guerre.

Le Décret du 26 Septembre 1939  
ne vous est donc pas applicable, et  
vous ne pouvez ~~demandez~~ résilier

+ n'appartenant pas  
aux formations de l'armée  
ou de la marine, que  
s'il justifie que

28/1



vostra locație de Peșcaș care sunt  
la condițiile de drept comun.

Si vous n'avez pas de bail,  
mais un simple engagement de location,  
vous devez respecter les délais de  
préavis de congé fixés par les usages  
de la localité, - usages dont ~~il~~ vous ~~avez~~  
~~pourriez~~ ~~avoir~~ connaissance en vous  
adressant au Secrétaire de la Mairie  
de Pecq.

~~les usages~~ ~~rapportant~~ ~~journel~~  
Or il est généralement d'usage  
que le cours soit donné avant le commen-  
cement d'un trimestre pour le trimestre  
suivant, les dates de renouvellement de  
location étant par ailleurs fixées aux  
1<sup>er</sup> janvier, 1<sup>er</sup> avril, 1<sup>er</sup> juillet et  
1<sup>er</sup> octobre.

7 - 5 octobre

S'il en ~~est~~ <sup>est</sup> bien ainsi au P.C.G.,  
et étant donné que ce n'est que le 2<sup>e</sup> janvier  
que vous avez adressé votre avis à votre  
propriétaire, <sup>ce dernier reçoit</sup> ~~il s'agit~~ <sup>fonds</sup> à  
~~seulement~~ <sup>seulement</sup> vous considérer comme tenu  
de votre loyer jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1940.

Le Chef du Gouvernement,

ni pourra porter effet que ~~les~~ ~~vos~~  
pour le terme du 1<sup>er</sup> ~~de~~ ~~notre~~ ~~loyer~~  
juillet 1940, ~~date~~  
indiqué p. votre propriétaire; et  
celui-ci ~~est~~, si vous fondez à  
vous réclamer les loyers jusqu'à cette date.  
Il est, d'ailleurs, entendu que, si à la suite  
de votre départ, une relocation était ~~convenue~~  
convenue avant le 1<sup>er</sup> juillet, vous seriez en  
droit d'espérer <sup>à votre propriétaire</sup> une réduction de loyer, pour  
la période courue entre l'entrée en possession  
du nouveau locataire et l'expiration de  
votre trimestre 1940.



# AFFAIRES GÉNÉRALES

Beit à Longes.

Consuetudine d'Agent.

Application du décret du 26 Septembre 1939 à  
agent S.N.C.F. mobilisé.

Dépôt de guerre N° 213.

1<sup>re</sup> Section D.A.T. Caserne La Tour-Maubourg.  
Paris.

### Références :

**Observations :**

*D<sup>cr</sup> N<sup>o</sup> 4522<sup>H</sup>; Aff.: Hidd*



S.

Trouville xxxx

17

Janvier

40

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

S.I.

4522<sup>Me</sup>

Monsieur Albert MICHEL

Dépôt de guerre N° 213

1<sup>er</sup> Section D.A.T. Caserne La Tour-Maubourg

PARIS.

Comme suite à vos lettres des 16 et 20 janvier, je vous informe que les mobilisés dans une formation militaire, dont le bail a été conclu antérieurement au 2 Septembre 1939, bénéficient de plein droit, pendant la durée de leur présence sous les drapeaux, d'une réduction des trois-quarts du montant de leur loyer conformément à l'art.9 § 3 du décret-loi du 26 Septembre 1939, sauf au propriétaire à établir qu'ils sont en mesure d'acquitter la totalité de leur loyer ou une fraction supérieure au quart.

Je vous signale, à cet égard, qu'aux termes d'un communiqué de la Chancellerie en date du 25 Novembre 1939, les fonctionnaires, employés ou ouvriers doivent continuer à tenir leurs engagements, dès lors qu'ils reçoivent intégralement leurs solde, traitement ou salaire. De même, répondant à une question écrite de M. Léon Martin, député



(Quest. 10583. Journ. Officiel, Débats parlementaires, Ch. Séance 11 janvier 1940), M. le Ministre de la Justice a émis l'opinion que les locataires appartenant aux formations de l'armée et du territoire ne peuvent prétendre à la réduction du montant de leur loyer que si leurs ressources se trouvent diminuées du fait de la guerre. A défaut d'accords amiables, il ne peut appartenir qu'aux tribunaux de déterminer, à l'occasion de chaque cas d'espèce, l'importance de la réduction à accorder.

En ce qui vous concerne, vous pourriez peut être obtenir que votre loyer soit diminué d'une somme fixée proportionnellement à la différence entre votre traitement d'avant-guerre et la somme effectivement touchée par vous depuis votre rappel sous les drapeaux (solde et indemnités militaires, plus demi-allocation versée par la S.N.C.F.)

A l'inverse du loyer proprement dit, les charges restent dues intégralement par le locataire, même mobilisé, qui ne résilie pas son bail; à moins qu'il ne s'agisse de charges consistant en prestations en nature que le propriétaire a réellement cessé de fournir (eau, chauffage, ascenseur etc.). Il ne semble pas, dans l'espèce, que le forfait de 15 %, qui s'ajoute à votre loyer, corresponde à de telles charges, mais bien plutôt à des taxes que votre propriétaire est, en tout état de cause, obligé de payer, ou à des débours sur lesquels votre absence est sans influence. Dans ces conditions, et sous réserve de ce que



pourra décider à cet égard une jurisprudence qui n'est pas encore fixée, j'estime que vous ne pouvez prétendre à une réduction de vos charges, même si vous obtenez une diminution du prix de votre loyer.

Au cas de désaccord sur le montant de cette diminution et où vous vous refuseriez à effectuer les paiements réclamés, il appartiendrait au juge, saisi par votre propriétaire - Juge de Paix pour un loyer, comme le vôtre, inférieur à 4.500<sup>f</sup> - de statuer sur le litige et d'apprécier dans quelle mesure vous êtes en état de tenir vos engagements.

<sup>adj<sup>te</sup></sup>  
LE CHEF DU CONTENTIEUX,

*Signé : de Caqueray.*



Vu  
by

Mr. Albert Michel,

Dépôt de guerre N° 213.

1<sup>re</sup> Section D.A.T. Caserne La Tour - Maubourg  
Paris.

Comme suite à vos lettres des 16 et 20 janvier, je vous informe que les mobilisés dans une formation militaire, dont le bail a été conclu antérieurement au 2 Septembre 1939, bénéficient de plein droit, pendant la durée de leur présence sous les drapeaux, d'une réduction des trois-quarts du montant de leur loyer conformément à l'art. 9 § 3 du décret-loi du 26 Septembre 1939, sous au propriétaire à établir qu'ils sont en mesure d'acquitter la totalité de votre loyer ou une fraction supérieure au quart.

Je vous signale, à cet égard, qu'aux termes d'un communiqué de la Chancellerie en date du 25 Novembre 1939, les fonctionnaires, employés ou ouvriers doivent continuer à tenir leurs engagements, dès lors qu'ils reçoivent intégralement leurs soldes, traitement ou salaire. De même, répondant à une question écrite de M. Léon Martin, député (Quest. 10583. Journ. Officiel, ~~Cham~~ Débats parlement. Ch. Séance 16 janvier 1940), M. le Ministre de la Justice a émis l'opinion que les locataires appartenant aux formations de l'armée et du territoire ne peuvent prétendre à la réduction du montant de leur loyer que si leurs ressources se trouvent diminuées du fait de la guerre. A défaut d'accords amiables, il ne peut appartenir qu'aux tribunaux de déterminer, à l'occasion de chaque cas d'espèce, la portée de la réduction à accorder.

27/1



En ce qui vous concerne, ~~étant donné que vous ne touchez plus~~  
~~qu'une partie de votre traitement sous la forme d'une demi-~~  
~~allocation différentielle, votre propriétaire ne pourrait, semble-t-il,~~  
~~se prétendre fondé à vous réclamer votre loyer que <sup>vous pourriez peut être obtenir que votre loyer</sup> déduction faite~~  
~~de~~ d'une somme fixée proportionnellement à la différence entre votre  
traitement d'avant-guerre et la somme effectivement touchée  
par vous depuis votre rappel sous les drapeaux (solde et  
indemnités militaires, plus demi-allocation versée par la  
S.N.C.F.)

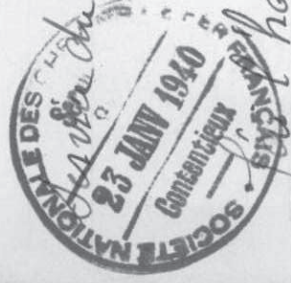
À l'égard du loyer proprement dit, les charges restent  
dus intégralement par le locataire, même mobilisé, qui ne  
révèle pas son bail; à moins qu'il s'agisse de charges consistant  
en prestations en nature que le propriétaire a réellement cessé  
de fournir (eau, chauffage, ascenseur - etc.). Il ne semble  
pas, dans l'espèce, que le forfait de 15%, qui s'ajoute à votre  
loyer, corresponde à de telles charges, mais bien plutôt à des  
taxes que votre propriétaire est, en tout état de cause, obligé  
de payer, ou à des débours sur lesquels votre absence et sans  
influence. Dans ces conditions - et sous réserve de ce que  
pourra décider à cet égard une jurisprudence qui n'est pas  
encore fixée - j'estime que vous ne pouvez prétendre à une  
réduction de vos charges, même si vous obtenez une <sup>diminution</sup> ~~réduction~~  
du prix de votre loyer.

Au cas de désaccord sur le montant de cette <sup>diminution</sup> ~~réduction~~ et  
au cas où vous refuserez d'effectuer les paiements réclamés, il  
appartiendra au juge, saisi par votre propriétaire - Juge de  
Paix pour un loyer, comme le vôtre, inférieur à 4.500 fr. - de  
statuer sur le litige et d'apprécier dans quelle mesure vous  
êtes en mesure de tenir vos engagements.

Le Chef du C<sup>o</sup>



Pari le 20 Janvier 1940 (Dossier N° 4522)



Monsieur le Directeur  
des Contenteurs de la Société Nationale  
des Chemins de fer français

Monsieur, de vous transmettre les  
rendez-vous, que vous me demandez  
Je suis dans un mauvais état, comprenant une dizaine  
de locataires, c'est le propriétaire (lui-même) qui  
s'en occupe.

Mon bail date du mois d'octobre 1938, le montant  
de mon loyer est de 1000 francs + 15% de charge, rien  
de moderne dans le logement, pas d'eau, pas de chauffage,  
l'électricité et le gaz seulement.  
Mon logement est fermé, depuis que je suis mobilisé  
je vous demande dans quelle condition je dois  
payer mon loyer.

Pourriez-vous m'envoyer mon loyer intégral, plus les charges  
ou simplement, le quart de mon loyer, plus le quart  
des charges.

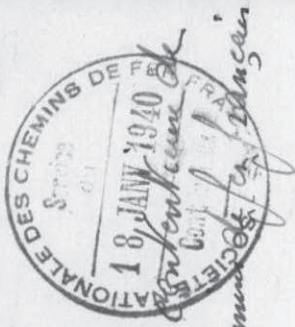
Je suis célibataire, à demi soldé, j'ai à dire  
Chaque mois 600 francs (par mois).

Veuillez recevoir, Monsieur, l'assurance de mes sentiments  
respectueux. Michel Adèle, clavier des services financiers.



Paris le 16 Janvier 1940

1522 M.L.



Monsieur le Directeur du  
La Société nationale des chemins de fer français

J'ai l'honneur de solliciter de votre haute  
bienveillance un renseignement  
Je suis mobilisé, (étant cité à titre de  
à demi-solde) Je vendrais soudain, 1: es  
que la loi autorise, à tout agent mobilisé,  
pour le paiement de son loyer ? - ce qu'elle  
autorise du propriétaire,

Mon loyer de chambre, du principal, plus  
les charges, n'étant pas mon logement, par  
conséquent ne faisant aucune dépense pour le propriétaire  
pour son ménage toutes les charges, en simple  
mont, le quart de mon loyer, plus le quart des charges.  
Dans l'espoir d'une réponse, Veuillez recevoir  
Monsieur le Directeur, l'assurance de mes sentiments  
les plus respectueux

Michel Albert, Matricule 186224.  
Ancien Militaire  
des services de l'Armée à Lorient

M. Michel Albert, député de guerre N° 218  
1<sup>re</sup> Section Q. A. E. comme Laitier Maubourgs, Paris

M. Albert, 186224  
186224  
186224



Trouville ~~xxxx~~ 18 janvier 40  
-----  
-----

S.J

4522<sup>Me</sup>

Monsieur Albert MICHEL

Dépôt de guerre N° 213

I<sup>ère</sup> - Section D.A.T. Caserne La Tour-Maubourg  
PARIS

Comme suite à votre lettre du 16 janvier, je vous prie de m'adresser les renseignements suivants qui me sont nécessaires pour répondre à vos questions.

1°- L'immeuble que vous habitez est-il une propriété privée ou appartient-il aux dépendances du domaine public ?

2°- Votre bail actuel est, je le suppose, antérieur au 2 septembre 1939; dans le cas contraire, précisez la date.

3°- Le montant de votre loyer est-il supérieur à 4.500 frs. Que comportent les charges(eau, chauffage central, etc...)

4°- Avez-vous ou non des sous-locataires; ceux-ci sont-ils mobilisés dans une formation militaire ?

Dès réception de ces renseignements, je vous ferai parvenir toutes indications utiles.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

*Signé: Amiet.*



SERVICE DU CONTENTIEUX

SECRÉTARIAT JURIDIQUE

N° 4528 Bz

Service Central: Commercial

Région :

OBJET DE LA CONSULTATION

Application du d. L. du 29 novembre 39  
Règlement pour la SNCF et la Caisse de  
Compensation des chemins de fer coloniaux.

Références : d. Bureau C2 du 18/12/39

Observations :

D. N° 4528 Bz ; Aff. : MAJONS RESTRICTIONS



4523 R2

TROUVILLE, -----

22 Janvier x 40

c<sup>2</sup>18.487<sup>R</sup>~~AG~~  
in Boule au Bey

V.R. : Section de  
Paris  
P.C. 500/1364

Monsieur le Directeur du Service Commercial

Par votre lettre du 6 Janvier vous avez bien voulu me demander mon avis au sujet du règlement des redevances kilométriques eu égard aux dispositions du décret-loi du 29 Novembre 1939 et à celles des statuts du Groupement des Propriétaires des wagons-réservoirs, affectés au transport du vin, des alcools ou des boissons hygiéniques autres que la bière.

Aux termes de l'article 13 des dits statuts, chaque adhérent doit autoriser le versement de la totalité des redevances kilométriques à son compte individuel à la Caisse de Compensation constituée au sein du groupement précité.

D'autre part, aux termes de l'article 1<sup>er</sup> du décret-loi du 29 Novembre 1939, tous les propriétaires exploitants ou gérants de wagons-réservoirs, réquisitionnés ou non, doivent, obligatoirement, faire partie de ce groupement et se conformer aux stipulations de ses statuts.



Par suite, le règlement par la S.N.C.F. des redevances kilométriques ne peut être effectué qu'à la Caisse de Compensation au compte individuel du propriétaire intéressé.

Il n'existe d'ailleurs aucune contrariété entre les dispositions sus rappelées et le chapitre 4 du Tarif P.V.29 qui prévoit l'attribution trimestrielle des redevances à l'entreprise qui a obtenu l'immatriculation - en effet, celle-ci, si elle n'est pas créditée personnellement et directement, l'est finalement par l'intermédiaire de la Caisse et à titre individuel.

Il n'y a donc pas lieu, à mon avis, à envisager une modification du tarif.

En ce qui concerne enfin le versement des redevances à l'organisme de gestion, je ne vois pas d'autre mesure à prendre que, en lui adressant les fonds, de spécifier qu'elles doivent être portées directement au crédit du propriétaire intéressé, et de retirer le cas échéant de l'organisme, des reçus spécifiant que la somme a été encaissée au compte de M. X - propriétaire de wagons-réservoirs.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

*Signé Durand*



SERVICE DU CONTENTIEUX

AFFAIRES GÉNÉRALES

N° 4524<sup>HE</sup>

Bail à Loyer.

Service Central:

Consultation d'Agent.

Région:

OBJET DE LA CONSULTATION

Agent mobilisé, dont la femme et les enfants ont  
été évacués; obligations vis-à-vis de son propriétaire.

M. Edouard Babandier.

160<sup>e</sup> R.A.F.

2<sup>e</sup> Battalion.

S.P. 8841.

Références :

Observations :

D<sup>re</sup> N° 4524<sup>HE</sup>; Aff. : Babandier.



----- 17 Février x40

S.J.

4.524<sup>Mo</sup>

Monsieur Edouard BALANDIER,  
160<sup>ème</sup> R.A.P. - 2<sup>ème</sup> Batterie,  
S.P. 8.841

Comme suite à vos lettres des 15 Janvier et 8 Février, je vous informe que les mobilisés dans une formation militaire, dont le bail a été conclu antérieurement au 2 Septembre 1939, bénéficient de plein droit, pendant la durée de leur présence sous les drapeaux, d'une réduction des trois-quarts du montant de leur loyer, conformément à l'article 9 § 3 du décret-loi du 26 Septembre 1939, sauf au propriétaire à établir qu'ils sont en mesure d'acquitter la totalité de leur loyer ou une fraction supérieure au quart.

En ce qui vous concerne, étant donné que vous touchez intégralement l'allocation différentielle prévue par l'Ordre Général n° 28, votre propriétaire pourra se prétendre fondé à vous réclamer la totalité de votre loyer. Il soutiendra que vous devez être en mesure de



payer ce loyer, alors que vous recevez une somme égale à votre rémunération d'avant-guerre, compte tenu, d'une part, de vos solde et indemnités militaires, et, d'autre part, de l'allocation versée par la S.N.C.F.

Je vous signale, à cet égard, qu'aux termes d'un communiqué de la Chancellerie en date du 25 Novembre 1939, les fonctionnaires, employés ou ouvriers, doivent continuer à tenir leurs engagements, dès lors qu'ils reçoivent intégralement leurs solde, traitement ou salaire.

De même, répondant à une question écrite de M. Léon MARTIN, Député (Quest. 10.583, J.O. Débats parlam. Ch. Séance du 11 Janvier 1940), M. le Ministre de la Justice a émis l'opinion que les locataires appartenant aux formations de l'armée et du territoire ne peuvent prétendre à la réduction du montant de leur loyer que si leurs ressources se trouvent diminuées du fait de la guerre. A défaut d'accords amiables, il ne peut appartenir qu'aux tribunaux de déterminer, à l'occasion de chaque cas d'espèce, le montant de la réduction à consentir.

Quant aux charges, elles restent, en principe, dues en totalité par le locataire, même mobilisé, qui ne résilie pas son bail, à moins qu'il ne s'agisse de charges consistant en prestations en nature, que le propriétaire a réellement cessé de fournir.

Il ne semble donc pas, si votre propriétaire conteste



l'application de la réduction de 75 %, que vous soyez dans une situation favorable au maintien de cette réduction par le juge.

Vous pourriez faire valoir sans doute que votre famille ayant quitté Villeneuve-le-Roi, vous et les vôtres avez complètement cessé de jouir de l'usage des lieux - cas de réduction prévu par l'article 9 du décret-loi. Mais ce moyen perdra beaucoup de sa valeur si le départ de votre famille pour Royat n'a pas été imposé (par exemple, repliement d'un Service, occupant votre femme). S'il s'agit seulement d'une mesure de convenance personnelle ou de prudence, même dictée par des conseils de la Municipalité, il est possible que le Juge ne veuille pas tenir compte de la non-jouissance.

*Adje*  
LE CHEF DU CONTENTIEUX,  
*Signé: de Caqueray.*



mon cher  
mon  
mon

voor het  
overnemen  
van de  
bedrijfs-  
activiteiten.



SP. 8841 le 8 Janvier 1940



Edouard Boizardier  
aux Armées  
à Monsieur le chef du  
Contentieux  
Bureau S F  
à Cronville

M  
M. Boizardier  
Monsieur

Comme suite à votre lettre du 27 janvier  
relative au dossier n° 1524, elle a l'honneur de  
vous donner les précisions suivantes:

- 1° L'immuble que j'abite est une propriété privée
- 2° je n'ai pas contracté de bail mais simplement  
réalisé une location verbale.
- 3° je reçois de la SIVCF une allocation spéciale  
mensuelle égale à la différence entre ma rémunération  
civile et ma solde militaire.
- 4° Mon loyer comprend des charges fixes séparément.
- 5° Mon loyer est inférieur à 4500 francs.
- 6° je n'ai pas de sous locataires.

Enfin je me permet de vous signaler que  
ma femme et mes 3 enfants s'est réfugiée à Royat (S de D)



Trouville,xxxxx

27 Janvier 40

S.J.

4524 Me

Monsieur Edouard BALANDIER

160 R A F -2ème Batterie

Secteur Postal 8841

Comme suite à votre lettre du 15 Janvier, je vous prie de m'adresser les renseignements suivants, qui me sont nécessaires pour répondre à vos questions.

1°) L'immeuble que vous habitez est-il une propriété privée ou appartient-il aux dépendances du domaine public ?

2°) Votre bail actuel est, je le suppose, antérieur au 2 Septembre 1939; dans le cas contraire, précisez la date.

3°) Recevez-vous de la S.N.C.F. une allocation spéciale mensuelle, égale à la différence entre votre rémunération civile nette et votre solde militaire nette ?

4°) Votre loyer comprend-il des charges ou ces charges sont-elles fixées séparément suivant



forfait ou décompte ? Y a-t-il des prestations de chauffage central ?

5°) Le montant de votre loyer est-il supérieur à 4.500 frs ?

6°) Avez-vous ou non des sous-locataires; ceux-ci sont-ils mobilisés dans une formation militaire ?

Dès réception de ces renseignements, je vous ferai parvenir toutes indications utiles.

LE CHEF <sup>adj.</sup> DU CONTENTIEUX,

*Signé : de Caqueray.*



M. Edouard Balandier

160<sup>e</sup> R.A.F.2<sup>e</sup> Batterie.

S.P. 8841.

V  
g

Comme suite à vos lettres des 15 janvier et 8 Février, je vous informe que les mobilisés dans une formation militaire, dont le bail a été conclu antérieurement au 2 Septembre 1939, bénéficient de plein droit, pendant la durée de leur présence sous les drapeaux, d'une réduction des trois-quarts du montant de leur loyer, conformément à l'art. 9 § 3 du décret-loi du 26 Septembre 1939, sous au propriétaire à établir qu'il soit en mesure d'acquitter la totalité de leur loyer ou une fraction supérieure au quart.

En ce qui vous concerne, étant donné que vous touchez intégralement l'allocation différentielle prime par l'Ordre général N° 28, votre propriétaire pourra se prétendre fondé à vous réclamer la totalité de votre loyer. Il soutiendra que vous devez être en mesure de payer ce loyer, alors que vous recevez une somme égale à votre rémunération d'avant-guerre, compte tenu, d'une part, de vos soldes et indemnités militaires, et, d'autre part, de l'allocation versée par la S.N.C.F.

Je vous signale, à cet égard, qu'aux termes d'une communiqué de la Chancellerie en date du 25 novembre 1939, les fonctionnaires, employés ou ouvriers doivent continuer à tenir leurs engagements, dès lors qu'ils reçoivent intégralement leurs soldes, traitement ou salaire.

16/2



De même, répondant à une question écrite de M. Léon Martin, député (Quest. 10583, J.O. Débats Parlem. Ch. S. séance du 11 janvier 1940), M. le Ministre de la Justice a émis l'opinion que les locataires appartenant aux formations de l'armée et du territoire ne peuvent prétendre à la réduction du montant de leur loyer que si leurs ressources se trouvent diminuées du fait de la guerre. A défaut d'accords amiables, il ne peut appartenir qu'aux tribunaux de déterminer, à l'occasion de chaque cas d'espèce, le montant de la réduction à consentir.

Quant aux charges, elles restent, en principe, dues en totalité par le locataire même mobilisé qui ne résilie pas son bail, à moins qu'il ne s'agisse de charges consistant en prestations en nature que le propriétaire a réellement cessé de fournir.

Il ne semble donc pas, si votre propriétaire conteste l'application de la réduction de 75% <sup>que</sup> vous soyez dans une situation favorable au maintien de cette réduction par le juge.

Vous pourriez faire valoir sans doute que votre famille ayant quitté Villeneuve-le-Roi, vous et les vôtres avez complètement cessé de jouir de l'usage des lieux - cas de réduction prévu par l'art. 9 du décret-loi. Mais ce moyen perdra beaucoup de sa valeur si le départ de votre famille pour Rayet n'a pas été imposé (par exemple, rattachement d'un service, occupant votre femme). S'il s'agit seulement d'une mesure de convenance personnelle ou de prudence ~~personnelle~~, même dictée par des conseils de la Municipalité, il est possible que le juge ne veuille pas tenir compte de la non-jouissance.

Le Chef du C.





Monsieur le Lieutenant  
SNC F<sup>1</sup> Bureau S J

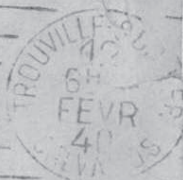
Crouville sur Mer Calvados



TROUVILLE  
REINE DES PLAGES  
SA PISCINE



TROUVILLE  
REINE DES PLAGES  
SA PISCINE



*3 Balmandre chère chère*



SERVICE DU CONTENTIEUX

AFFAIRES GÉNÉRALES

N° 4.525 ch

Service Central: *Installation Fixes*

Région : \_\_\_\_\_

*Passages supérieurs*  
*- Surveillance*  
*du p. de v. sécurité*

OBJET DE LA CONSULTATION

*Les agents de la S.M.C.F. ont-ils, du point de*  
*vue de la sécurité, à surveiller & modifications*  
*apportés par les travaux routiers aux chemins*  
*et à leurs dépendances dans la partie située*  
*à proximité immédiate de la voie ferrée ?*  
*(Thème du S<sup>c</sup> de Contrôle Technique au*  
*Ministère des T. P.)*

Références : \_\_\_\_\_

Observations : \_\_\_\_\_

D<sup>r</sup> N° 4.525; Aff. : *ch*



REPUBLIQUE FRANCAISE

Ministère  
des  
Travaux Publics

Contrôle technique  
des Chemins de fer  
et des Transports

Paris, le 2 Janvier 1940

Société Nationale des  
Chemins de fer

LE COMMISSAIRE EN CHEF AU CONTROLE  
TECHNIQUE GODIN

Région Sud-Ouest

à Monsieur l'Ingénieur en Chef du Service  
Vicinal de l'Indre-et-Loire  
à TOURS.

Accident de METTRAY.

Un autocar est tombé sur  
un train - 8 tués à

Absence de bordure de  
trottoirs.

A la suite de l'accident qui s'est produit le 25 Novembre 1939, au cours duquel un autocar de la base aérienne 109, transportant des militaires, est tombé du passage supérieur situé près de METTRAY sur un train de marchandises, causant la mort de 8 soldats et des blessures à 20 autres, l'enquête effectuée par le Service du Contrôle Technique des Chemins de fer a révélé que le pont sur lequel passe le chemin vicinal n° 9 possède, du côté droit en allant de Tours à Mettray, un trottoir qui ne présente aucun relief sur la chaussée. Cette situation qui n'oppose aucun obstacle aux véhicules qui dérapent sur le pont présente un grand danger comme vient de le montrer le dernier accident.

Le danger d'un autocar qui tomberait du pont sur la voie ferrée ne concerne pas seulement les voyageurs de la route mais également les voyageurs du chemin de fer, car un lourd véhicule tombant sur la voie ferrée peut entraîner un déraillement de train.

Je vous prie en conséquence de vouloir bien examiner d'urgence les mesures nécessaires pour améliorer la sécurité sur le chemin de fer et rétablir le profil du trottoir du pont, comme il devait être au moment de la construction.

Je vous signale en outre la fragilité des garde-corps actuels en fonte qui ne résiste pas au moindre choc.

Le Commissaire en Chef  
A. GODIN



Ministère  
des  
Travaux Publics

---

CONTROLE TECHNIQUE  
DES CHEMINS DE FER  
ET DES TRANSPORTS

---

S.N.C.F.

---

Région du Sud-Ouest

---

Suites administratives à  
l'accident de METTRAY au  
cours duquel un autocar  
militaire est tombé sur  
un train.

---

Absence de bordures de  
trottoirs

---

8 tués.

---

REPUBLIQUE FRANCAISE

---

Paris, le 3 Janvier 1940

LE COMMISSAIRE EN CHEF AU CONTROLE  
TECHNIQUE G O D I N

à Monsieur PORCHEZ, Directeur des  
Installations Fixes de la S.N.C.F.

En vous envoyant copie de la lettre que je  
viens d'adresser à M. l'Ingénieur en Chef du  
Service Vicinal de l'Indre-et-Loire au sujet de  
l'accident du pont de METTRAY, qui a été facilité, sinon  
provoqué par l'absence de bordures de trottoirs, j'attire  
votre attention sur la part de responsabilité qui peut  
incomber à vos agents de la Voie pour n'avoir pas surveillé  
le passage supérieur.

C'est en effet à eux qu'il incombe d'empêcher, sur  
toutes vos lignes les Services routiers de diminuer la  
hauteur, voire de supprimer les bordures de trottoirs qui  
opposent un certain obstacle aux roues des véhicules rou-  
tiers en cas de dérapage.

LE COMMISSAIRE EN CHEF AU CONTROLE  
TECHNIQUE  
Signé : GODIN



# SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE CENTRAL  
DES INSTALLATIONS FIXES

PARIS, le 15 Janvier 1940

83, Rue Saint-Lazare 42, Rue de Châteaudun  
Tél. : TRINITÉ 73 - Téléphone TRINITÉ 29-94 à 29-97

Vst 59.120-6

4



Monsieur le Chef du Service  
du Contentieux

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint une lettre que je viens de recevoir des Services du Contrôle technique au Ministère des Travaux Publics, au sujet de la surveillance à exercer par les agents de la S.N.C.F. sur les modifications que pourraient apporter les Services routiers aux chemins et à leurs dépendances dans la partie située à proximité immédiate de la voie ferrée.

Je vous serais obligé de me faire connaître si, comme moi, vous estimez que cette prétention du Contrôle est absolument abusive.

Je rappelle qu'en général les ouvrages sont établis par le chemin de fer sur projets présentés au Ministère des Travaux Publics, soumis par lui autant que de besoin aux Services routiers, et approuvés par le Ministre.

D'autre part, d'une manière très générale, les décisions ministérielles prévoient que l'ouvrage et ses garde-corps sont entretenus par les soins de la S.N.C.F. alors qu'au contraire : chaussée, bordures et trottoirs sont remis au x Services de voirie qui ont la charge de leur entretien.

Cette question étant très importante, je vous serais obligé de réserver à son examen un tour de faveur et de me faire connaître prochainement votre avis.

LE DIRECTEUR

*Trs Urgent*  
*receu le 23 à 11h30*  
*M. Charavanne*  
*23-1-40*

2  
pièces  
jointes



S.

31 Janvier 40

S.J.

4525Ch

Monsieur le Directeur  
du Service Central des Installations Fixes

V. Réf.:

st 59.120-6  
4

Par votre lettre du 15 Janvier courant - qui n'est parvenue seulement le 23 - vous avez bien voulu me demander mon avis au sujet d'une note des Services du Contrôle Technique au Ministère des Travaux Publics, attirant votre attention sur la part de responsabilité qui peut incomber aux agents de la S.N.C.F. dans les accidents imputables au défaut de surveillance des chaussées des passages supérieurs.

Le Contrôle ajoute que c'est à nos agents qu'il appartient de veiller à ce que les Services Routiers n'apportent à ces ouvrages, notamment en ce qui concerne les bordures de trottoirs, aucune modification de nature à créer un danger possible pour la circulation sur la voie ferrée.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que je pense comme vous, qu'une telle prétention ne peut être admise.

Les textes n'imposent à la S.N.C.F. aucune



obligation de surveillance en dehors des emprises du Chemin de fer.

L'art. 2 du Cahier des charges se borne à édicter :

"Le Chemin de fer et toutes ses dépendances seront  
"constamment entretenus en bon état, de manière que les  
"besoins du trafic commercial et la circulation correspon-  
"dante puissent toujours y être assurés avec facilité et  
"sécurité....."

De même, l'art. 12 du Décret du 11 Septembre 1939  
portant règlement d'administration publique sur la police,  
la sûreté et l'exploitation des voies ferrées :

"Le chemin de fer et les ouvrages qui en dépendent  
"sont constamment entretenus en bon état.....".

Or, les chaussées des passages supérieurs ne font  
pas partie des dépendances du chemin de fer (Picard,  
"Traité des Chemins de fer", T.II, p.768; - Thévenez,  
"Législation des Chemins de fer", p. 479, note 8), - tout  
au moins lorsque, comme c'est généralement le cas, elles  
ont fait l'objet d'une remise aux Services de voirie inté-  
ressés.

C'est ainsi que le Conseil d'Etat a pu décider que le  
fait, de la part d'une Compagnie concessionnaire d'un  
réseau de distribution d'énergie électrique, d'emprunter  
pour l'établissement de ses canalisations, le sous-sol  
des trottoirs d'un passage supérieur, ne devait donner



lieu à aucune redevance au profit du chemin de fer, pour ce motif que lesdites canalisations n'étaient pas placées dans l'enceinte de ce dernier (Cons. Etat 2 Mars 1934, Aff<sup>e</sup> Sté Parisienne de Distribution d'Electricité; - 29 avril 1938, Aff<sup>e</sup> C<sup>ie</sup> d'Electricité de l'Ouest-Parisien).

La thèse du Contrôle ne pourrait se rattacher qu'à la notion d'obligation générale de sécurité incombant au Chemin de fer.

Et il est vrai que, notamment, en matière d'accidents de passages à niveau, la jurisprudence a tendance à retenir la responsabilité de ce dernier, lorsqu'elle peut lui reprocher de n'avoir pas pris, en dehors des dispositions réglementaires, toutes mesures supplémentaires de sécurité commandées par la situation particulière des lieux.

De même, à l'occasion d'un accident causé par la chute d'un arbre creux sur la voie ferrée (déraillement de Corquoy, le 13 Mars 1937), un arrêt (C. Bourges 28 juin 1938) a cru pouvoir mettre partiellement à la charge du réseau les conséquences dommageables de cet accident, en relevant qu'il avait eu connaissance de l'état de vétusté de l'arbre et n'avait pas pris les mesures nécessaires pour le faire abattre. Encore l'arrêt soulignait-il que l'art. 10 de la loi du 15 Juillet 1845 donnait, en l'espèce, au réseau le droit de procéder lui-même à l'abatage moyennant indemnisation du propriétaire, droit dont la méconnaissance pouvait être interprétée comme une négligence constitutive



d'une faute.

Mais la notion d'obligation générale de sécurité à la charge du chemin de fer ne saurait être étendue indéfiniment. En particulier elle ne saurait s'appliquer à la surveillance d'ouvrages, tels que les chaussées des P.S., dès lors que ces ouvrages sont remis à un autre service public, chargé de leur entretien et dont il n'y a pas lieu apparemment de soupçonner l'incurie.

*Leclerc*  
LE CHEF DU CONTENTIEUX,

*Signé : de Caqueray*



en reconnaissant qu'il avait eu connaissance de l'état de détresse de l'asile et n'avait pas essayé de faire venir le médecin. Encore l'asile souffrait-il que c'est à la fin du 1<sup>er</sup> juillet 1894 qu'il aurait pu venir le droit de faire entrer les malades à l'asile. L'asile avait-elle le droit d'admettre les malades à l'asile moyennant un paiement de proportion, droit d'admission à l'asile moyennant un paiement de proportion pour être inscrite comme une obligation constitutionnelle d'une loi. Et l'on peut, d'autre part, citer des exemples en sens contraire.

(C. Paris 27 novembre 1894)

Mais la notion d'obligation générale de secours a à la charge de chemins de fer ne saurait être étendue indistinctement à l'absence de circonstances spéciales.

En fait, elle ne saurait s'appliquer à la surveillance d'ouvrages, tels que les chemins de fer, qui sont sous le contrôle de l'autorité publique, chargés de leur entretien et dont il n'y a pas lieu d'appliquer le principe d'obligation.

Sans doute, le fait que de tels ouvrages touchent à la vie, à la santé de la collectivité, n'est-il pas l'admission de la responsabilité de l'Etat. Mais ce droit ne peut entraîner pour lui aucune obligation susceptible de le constituer en fauteur en cas de survenance de détresse.

Le chef de contentieux,

notamment à la charge de chemins de fer, qui sont sous le contrôle de l'autorité publique, chargés de leur entretien et dont il n'y a pas lieu d'appliquer le principe d'obligation.

S. J.

Re p: 4.525-4

V. Ref.:

59.120-6

Vst

4

mandat/matière

Monsieur le Directeur du Service des Substitutions Fixes,

Par votre lettre du 15 janvier courant - qui m'est parvenue seulement le 23 - vous avez bien voulu me demander mon avis au sujet d'une note des Services du Contrôle Technique au Ministère des Travaux Publics, adressant votre attention sur la part de responsabilité qui peut incomber aux agents de la S.N.C.F. dans les accidents survenant au départ de surveillance des chemins de fer paragers supérieurs.

Le Contrôle ajoute que c'est à nos agents qu'il appartient de veiller à ce que les Services Techniques n'appartiennent pas à ces ouvrages, notamment en ce qui concerne les produits de l'industrie, aucune modification de nature à créer un danger possible pour la circulation sur la voie ferrée.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que je pense, comme vous, qu'une telle prétention ne peut être admise.

29/1



Les textes n'importent à la S.N.C.F. aucune obligation de surveillance en dehors des entreprises du Chemin de fer.

L'art. 2 du Cahier des charges se borne à édicter :

- " le Chemin de fer et toutes ses <sup>installations</sup> servent constamment entretenus en bon état, de manière que les besoins du trafic commercial et la circulation correspondante puissent toujours être assurés avec sécurité et sûreté ..."

De même, l'art. 12 du décret du 11 septembre 1939 prévoit également d'ad'ou sur la police, la sûreté et l'exploitation des voies ferrées :

- " le chemin de fer et les ouvrages qui en dépendent sont constamment entretenus en bon état ..."

Or les chartes des passages supérieurs ne font pas partie des dépendances du chemin de fer (Picard, "Traité des Chemins de fer", I, II, p. 768 ; - Thérion, "Législation des Chemins de fer", p. 479, note 8), - tout au moins lorsque, comme c'est généralement le cas, elles ont fait l'objet d'une remise aux services de voies restreintes.

C'est ainsi que le Conseil d'Etat a pu décider que le fait, de la

congruence  
d'un réseau

part d'une concentration totale des infractions d'origine électrique, et conséquenter, pour l'établissement de ses canalisations, le sous-sol des trottoirs d'un passage supérieur, ne devait donner lieu à aucune indemnité au profit du chemin de fer, pour le motif que les droits canalisés n'étaient pas placés sous l'autorité de ce dernier (Cons. Etat 2 Mars 1934, Aff. 158881, 158882, 158883, 158884, 158885, 158886, 158887, 158888, 158889, 158890, 158891, 158892, 158893, 158894, 158895, 158896, 158897, 158898, 158899, 158900, 158901, 158902, 158903, 158904, 158905, 158906, 158907, 158908, 158909, 158910, 158911, 158912, 158913, 158914, 158915, 158916, 158917, 158918, 158919, 158920, 158921, 158922, 158923, 158924, 158925, 158926, 158927, 158928, 158929, 158930, 158931, 158932, 158933, 158934, 158935, 158936, 158937, 158938, 158939, 158940, 158941, 158942, 158943, 158944, 158945, 158946, 158947, 158948, 158949, 158950, 158951, 158952, 158953, 158954, 158955, 158956, 158957, 158958, 158959, 158960, 158961, 158962, 158963, 158964, 158965, 158966, 158967, 158968, 158969, 158970, 158971, 158972, 158973, 158974, 158975, 158976, 158977, 158978, 158979, 158980, 158981, 158982, 158983, 158984, 158985, 158986, 158987, 158988, 158989, 158990, 158991, 158992, 158993, 158994, 158995, 158996, 158997, 158998, 158999, 159000).

Le statut du Conseil ne pourrait se rattacher qu'à la notion d'obligation générale de sécurité reconvenant au Chemin de fer.

Et il est vrai qu'en matière d'accidents de passages à niveau, la responsabilité a seulement retenu la responsabilité de ce dernier, lorsqu'elle peut lui reprocher de n'avoir pas pu, en dehors de signaux supplémentaires, travaux supplémentaires de sécurité commander par la situation particulière des lieux.

De même, à l'occasion d'un accident causé par la chute d'un arbre dans sur la voie ferrée (diraillément de Corquoy, le 13 Mars 1937), un arrêt (C. Rouges, 28 Mars 1938) a cru devoir mettre particulièrement à la charge du réseau les conséquences dommageables de cet accident.



MINISTERE  
DES  
TRAVAUX PUBLICS

REPUBLIQUE FRANCAISE

Contrôle Technique  
des Chemins de fer  
et des Transports

Paris, le 27 Février 1940

Société Nationale des  
Chemins de fer

LE COMMISSAIRE EN CHEF AU CONTROLE TECHNIQUE  
GODIN

Accident du P.S. de  
Mettray. Un autocar  
est tombé du passage  
supérieur sur un trains  
8 tués

à Monsieur le Directeur des Installations Fixes  
de la S.N.C.F.

n° 5002B

J'ai bien reçu votre lettre du 9 Février qui répond à celle que je vous avais écrite le 3 Janvier pour attirer votre attention sur la nécessité de faire surveiller, par vos agents, le bon entretien et la conservation en leur état primitif, des passages supérieurs établis sur vos lignes de chemin de fer.

Je suis au regret de vous dire qu'aucun des arguments que vous donnez n'est opérant ; bien mieux, tous les textes que vous citez vont à l'encontre de votre thèse.

Ainsi : dans votre rapport, vous dites que les passages supérieurs ne sont pas dans les emprises du chemin de fer ; vous citez l'article 2 de votre cahier des charges, pour rappeler que le chemin de fer et toutes ses dépendances doivent être entretenus en bon état de manière que la circulation puisse toujours être assurée avec sécurité ; vous indiquez l'article 12 du décret du 11 Septembre 1939, pour rappeler que le chemin de fer et les ouvrages qui en dépendent seront constamment entretenus en bon état.

Or, les passages supérieurs sont, au premier chef, des dépendances du chemin de fer, et c'est pour assurer la sécurité de la circulation sur les voies situées au-dessous qu'il est nécessaire de veiller à l'entretien et à la conservation en leur état primitif des éléments qui constituent la résistance de l'ouvrage et ceux qui assurent la sécurité du chemin de fer.

Si les chaussées elles-mêmes ne font pas partie du chemin de fer, puisqu'elles sont entretenues par les Services routiers, ceux-ci n'ont pas le droit d'en modifier le profil, c'est-à-dire, d'augmenter l'épaisseur au point de supprimer la saillie du trottoir, qui s'oppose au dérapage des véhicules lourds, ni de laisser user outre mesure les dites chaussées, au risque d'exposer le tablier à des détériorations.

.....



Il n'est pas plus admissible de laisser les Services routiers supprimer la revanche des bordures de trottoirs, que de les laisser supprimer les garde-corps, car les bordures de trottoirs et les garde-corps contribuent, en empêchant les chutes de véhicules sur la voie, à assurer la sécurité de la circulation sur celle-ci.

Il serait tout à fait illogique de demander aux Services routiers qui, en portant atteinte aux éléments de résistance ou de sécurité d'un ouvrage sur le chemin de fer, commettent une contravention de grande voirie, de les réprimer eux-mêmes.

L'action préventive et répressive ne peut incomber évidemment qu'au chemin de fer.

En vous écrivant, je n'ai pas eu l'intention d'entamer une polémique stérile, mais j'ai le désir d'améliorer la sécurité du chemin de fer, car j'ai appris que d'autres passages supérieurs, dans la région de l'Ouest, auraient encore le même défaut que celui de Métray.

Votre thèse est certainement inexacte, mais, sans insister sur cette question de doctrine, je crois qu'il vaut mieux, à tous égards, que vous fassiez supprimer tout de suite cette cause de danger possible que discuter inutilement la responsabilité éventuelle d'accidents qui pourraient résulter de son maintien.

LE COMMISSAIRE EN CHEF AU CONTROLE  
TECHNIQUE

Signé : A. GODIN



S.N.C.F.

---  
SERVICE CENTRAL  
DES  
INSTALLATIONS FIXESVst 59 120 - 6  
8

- 6 MARS 1940

Monsieur le Chef du Contentieux

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, copie d'une lettre n° 5002<sup>B</sup> du 27 Février 1940 que je viens de recevoir, de M. le Commissaire en Chef au Contrôle Technique GODIN, en réponse à la mienne du 9 Février 1940, faisant suite à la vôtre SJ. n° 4525 ch du 31 Janvier 1940, relative à la surveillance des chaussées des passages supérieurs.

Je vous prie de me donner votre avis sur cette lettre.



LE DIRECTEUR

M. Chavanne  
8-3-40



S-J

S.J.

Der N° 4.525 Ch

V. Réf.

Vst 59 120-6

8

Monsieur le Directeur

du Service Central des Installations Fixes,

Par votre lettre du 6 Mars courant, vous avez bien voulu me communiquer la réponse par laquelle M. le Commissaire en Chef au Contrôle Technique GODIN prétend réfuter notre thèse relativement à la surveillance des chaussées des passages supérieurs.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que je ne puis que maintenir le point de vue que je vous ai précédemment exposé.

Contrairement aux dires du Contrôle, les textes cités ne vont nullement à l'encontre de notre argumentation : ces textes limitent notre obligation d'entretien et de surveillance aux ouvrages compris dans les dépendances du Chemin de fer, et -comme nous le faisons observer- les chaussées des passages supérieurs ne font précisément pas partie de ces dépendances.

Du fait de la remise des chaussées aux Services routiers, il incombent à ceux-ci ~~plaisirs~~ d'entretenir ces ouvrages et de les maintenir en l'état dans lequel ils les ont reçus; au cas de manquement...

18/3



de leur part , leur responsabilité seule pourrait donc être engagée vis-à-vis des tiers.

Sans doute, la S.N.C.F., bien que n'ayant à cet égard aucune obligation juridique, peut-elle être amenée, en fait, à s'assurer si les chaussées ne sont pas modifiées au point de compromettre la solidité des parties des passages supérieurs, dont elle a la charge, ou de créer un réel danger pour la sécurité de la circulation des trains. Mais, en l'absence de textes particuliers sur ce point, la S.N.C.F. n'a nullement alors, comme l'indique le Contrôle, l'exercice de l'action repressive ou même le pouvoir d'adresser des injonctions aux Services routiers. Tout ce qu'elle peut faire pratiquement est d'appeler l'attention des Services de voirie et, en cas d'incurie de ces derniers, de saisir l'Administration Supérieure, à qui il appartiendra d'adresser toutes observations et de prendre toutes mesures ~~nécessaires~~ en vue de l'exécution des travaux nécessaires à la remise en état des chaussées.

Dans ces conditions, il est bien évident que la S.N.C.F. ne saurait être appelée à supporter elle-même les suites de négligences de Services, qui ne relèvent pas d'elle et à qui elle ne peut ni donner des ordres, ni se substituer au cas de défaillance. Sans se désintéresser de la question, la S.N.C.F. doit, à mon sens, maintenir son point de vue et se refuser, en l'espèce, à instituer un service officiel de surveillance, comme le voudrait le Contrôle.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

~~L'INSPECTEUR PRINCIPAL~~



S.J.  
4525<sup>Ch</sup>

VR. - Vst 59 120-6  
8

Monsieur le Directeur du Service  
Central des Installations Fixes

Par votre lettre du 6 mars courant, vous avez bien voulu me communiquer la réponse par laquelle M. le Commissaire en Chef au Contrôle Technique GODIN prétend réfuter notre thèse relativement à la surveillance des chaussées des passages supérieurs.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que je ne puis que maintenir le point de vue que je vous ai précédemment exposé.

Contrairement aux dires du Contrôle, les textes cités ne vont nullement à l'encontre de notre argumentation: ces textes limitent notre obligation d'entretien et de surveillance aux ouvrages compris dans les dépendances du chemin de fer, et - comme nous le faisons observer - les chaussées des passages supérieurs ne font précisément pas partie de ces dépendances.

Du fait de la remise des chaussées aux Services



routiers, il incombe à ceux-ci d'entretenir ces ouvrages et de les maintenir en l'état dans lequel ils les ont reçus; au cas de manquement de leur part, leur responsabilité seule pourrait donc être engagée vis-à-vis des tiers.

Sans doute, la S.N.C.F., bien que n'ayant à cet égard aucune obligation juridique, peut-elle être amenée, en fait, à s'assurer si les chaussées ne sont pas modifiées au point de compromettre la solidité des parties des passages supérieurs dont elle a la charge, ou de créer un réel danger pour la sécurité de la circulation des trains. Mais, en l'absence de textes particuliers sur ce point, la S.N.C.F. n'a nullement alors, comme l'indique le Contrôle, l'exercice de l'action répressive ou même le pouvoir d'adresser des injonctions aux Services routiers. Tout ce qu'elle peut faire pratiquement est d'appeler l'attention des Services de voirie et, en cas d'incurie de ces derniers, de saisir l'Administration Supérieure, à qui il appartiendra d'adresser toutes observations et de prendre toutes mesures en vue de l'exécution des travaux nécessaires à la remise en état des chaussées.

Dans ces conditions, il est bien évident que la S.N.C.F. ne saurait être appelée à supporter elle-même les suites de négligences de Services qui ne relèvent pas d'elle et à qui elle ne peut ni donner des ordres, ni se substituer au cas de défaillance. Sans se désintéresser de la question, la S.N.C.F. doit, à mon sens,



maintenir son point de vue et se refuser, en l'espèce, à instituer un service officiel de surveillance, comme le voudrait le Contrôle.

<sup>21</sup>  
LE CHEF DU CONTENTIEUX,

*Signé: Lantier*



## C. des Charges

Art. 2. -

" Le chemin de fer et toutes ses  
" dépendances seront constamment  
" entretenus en bon état, de manière  
" que les besoins du trafic commercial  
" et la circulation correspondante puissent  
" toujours y être assurés avec facilité et  
" sécurité. . . . "

D. 11 Sept. 1939

Art. 12. -

" Le chemin de fer et les ouvrages  
" qui en dépendent sont constamment  
" entretenus en bon état . . . .  
" . . . Si les mesures prises sont insuffi-  
" santes pour assurer le bon entretien du  
" chemin de fer, la sûreté de la circulation  
" et la sécurité publique, le ministre,  
" la Compagnie entendue, prendra celles  
" qu'il juge nécessaires . . . . "



Les P.N. doivent nécessairement rester dans les dépendances de la voie ferrée. Il doit en être de même, sans exception, des ouvrages d'art construits pour le passage de voies publiques par-dessus ou par-dessous la voie ferrée : ou pont, en effet, tous les incurvements et même les dangers qu'il pourrait y avoir pour l'exploitation à placer en d'autres lieux que celles de la Compagnie de l'écartement de rattachement strictement au corps même du chemin de fer ; ou autrement, autrement il serait inique de faire peser sur les autres services la charge de l'entretien de ces travaux. Tout au plus peut-il y avoir lieu de remettre la charge de passages supérieurs et inférieurs aux services intéressés.

Le Conseil d'Etat, statuant au contentieux, n'a été appelé à se prononcer qu'une fois sur un litige concernant l'entretien d'un passage supérieur : il s'agissait d'un ouvrage établi par la C<sup>ie</sup> du chemin de Paris à St Germain, à la rencontre de la rue de Stockholm ; le Conseil a mis à la charge de la Compagnie les frais d'entretien du tablier de ce pont, sauf contribution de la Ville de Paris pour une quote-part fixée d'après le prix moyen de l'entretien du pavé dans ladite rue (C. Etat 29 mars 1893).

Les passages supérieurs ou inférieurs, dépendant de voies particulières n'appartiennent pas nécessairement, dans toutes leurs parties, aux dépendances du chemin de fer ; mais, en tout état de cause, la Compagnie doit assurer la surveillance et l'autorité sur les travaux d'entretien de nature à compromettre la sécurité de la circulation des trains.



Théorie, p. 429

Dépendances du chemin de fer faisant  
partie du domaine public. —

... la question est plus délicate  
pour certains autres dépendances. Les  
passages supérieurs pour voie de terre, les  
passages inférieurs ou à niveau<sup>(8)</sup> et les  
places établies devant les gares font partie du  
domaine public du chemin de fer, malgré  
leur double affectation à la circulation  
sur la voie ferrée et à la circulation sur  
la voie de terre qui s'y trouvent...

(8) ... les chaussées des P.S. et P.I. ne sont pas  
des dépendances du chemin de fer.

Théorie, p. 411

Entretien. —

On rappelle que l'obligation d'entretenir  
en bon état la voie ferrée et ses dépendances<sup>(1)</sup>...

- (1) Aux termes d'un arrêt du C. Etat du 29 mai 1853,  
on doit considérer comme dépendance du  
chemin de fer un pont établi pour le passage d'une  
voie ferrée sur la voie ferrée. L'exploitant de cette  
voie ferrée est donc tenu d'entretenir le tablier  
du pont. De même, l'entretien d'une voie d'accès  
à une gare, quand il n'en a pas été fait remise  
régulière à la commune, incombe au chemin de fer,  
C. Etat 16 décembre 1892 (Rec. arr. p. 909). — Pour  
les chaussées des P.S. et P.I., v. p. 429, note 8 (↑).



Thivenczy. n. 386

Remise d'ouvrages aux services  
intérieurs. —

Le plus tôt possible après l'achèvement des  
travaux, le service constructeur doit opérer  
la remise, aux services publics ou aux  
particuliers détenteurs, des ouvrages exécutés  
pour le rétablissement de routes, cours d'eau  
et chemins de fer, sous les conditions déterminées  
par les circulaires des 12 mars 1890,  
27 février 1877 et 20 mars 1879. En cas de  
difficulté, le ministre peut prescrire la  
remise d'office, lorsque les travaux exécutés  
sont conformes aux projets approuvés.

Palao, v. Ponts, p. 446

L'entretien des ouvrages hors clôture construits dans  
l'intérêt de communes ou de particuliers ne peut incomber  
à la Compagnie, à moins qu'il ne s'agisse d'un ouvrage  
construit avec celui du chemin de fer et formant un ensemble  
considéré comme indivisible (travaux d'arrivée-revêtement et  
les perches en aval d'un ponton sur lequel la commune  
n'a qu'un droit de passage pour un chemin de fer — D. M. du  
10 avril 1879).



Fernand-Giraud, "Régime légal des propriétés riveraines des chemins de fer", Ed. 1898

352. — On doit nécessairement laisser aux dépendances de la voie ferrée, sans exception, les ouvrages d'art construits pour le passage des voies publiques par dessus ou par dessous la voie ferrée. On conçoit, en effet, ~~par~~ les reconstructions et tous les dangers qu'il pourrait y avoir pour l'exploitation à placer en d'autres mains que celle de la Compagnie de travaux se rattachant intimement au corps même du chemin de fer; on comprend aussi combien il serait risqué de faire peser sur les autres services la charge de l'entretien de ces travaux.

Le Conseil d'Etat statuant au Contentieux n'a été appelé à se prononcer qu'une fois sur un litige concernant l'entretien d'un passage supérieur; il s'agissait d'un ouvrage établi par la C<sup>ie</sup> du Chemin de Paris à la rencontre de la rue de Stockholm. Le Conseil a mis à la charge de la Compagnie les frais d'entretien du tablier de ce pont, sans contribution de la Ville de Paris pour une quote-part fixe d'après le prix moyen de l'entretien du pavé dans ladite rue.

Les passages supérieurs ou inférieurs desservant des voies particulières n'appartiennent pas nécessairement dans toutes leurs parties aux dépendances du chemin de fer; mais, en tout état de cause, la Compagnie doit assurer la surveillance et l'autorité sur les travaux d'entretien de nature à compromettre la sécurité de la circulation des trains (1).

(1) Picard, t. II, p. 768-769, 762. Voy. mon traité sur les voies modifies, p. 206, n° 136, où, me conformant à l'opinion de MM. Aucoc, Dame-Fleury et Palao, j'incline à accentuer d'une manière plus complète l'attribution de la propriété de ces travaux aux Compagnies.

353. — L'entretien de ces ouvrages construits par le chemin de fer par suite de nécessités résultant de leur établissement, ne saurait être qu'à leur charge, tout au moins au point de vue de

(C. E. stat. 29 mars 1893)



l'œuvre elle-même, abstraction faite de la  
chaussée pratiquée pour le public. Cette  
instruction ne saurait même être faite en ce  
qui concerne le chemin privé dont l'entretien  
de la chaussée est subordonné aux besoins et  
aux facultés des ayants droit, la conservation de  
l'œuvre reportant au chemin de fer et à la  
sûreté de transport des voyageurs et de marchandises  
qui le parcourent, et l'usage fort rare de  
la chaussée ne pouvant exiger que les usagers  
contribuent à un entretien hors de proportion  
avec les services que leur rend cet usage. Cet  
entretien étant d'ailleurs usé plus souvent  
par les pluies, les vents, les froûds et autres  
accidents de la température que par le passage  
des ayants droit.



- P.N. -

Aux termes d'un arrêt de Con. civ. 4 Fevr. 1895  
(D.P. 96.1.75), bien qu'un P.N., d'origine de  
barrière, soit devenu dans la suite plus dangereux  
par suite de l'extension d'une usine voisine  
et de construction élevée par cette dernière, la C<sup>ie</sup>  
n'est pas en faute de n'avoir pas provoqué une  
modification des dispositions de l'arrêt de classement  
du P.N. - En effet, " l'initiative d'une  
mesure de ce genre est réservée au Ministre  
spécialement chargé par la loi de veiller à la  
sûreté de l'exploitation des voies ferrées et à la  
sécurité du public, et dont la haute surveillance  
s'exerce par les agents du Service du Contrôle ".

Dans le même sens : C. Amiens 22 Oct. 1896  
(D.P. 97.2.317).

Un arrêt de la C. Paris 5 Février 1930  
(D.H. Sommaires, 1931.9) a décidé pareillement  
qu'il ne saurait être reproché à la Compagnie de  
n'avoir pas provoqué de mesures destinées à dégrader  
la visibilité d'un P.N., la modification à apporter  
aux dispositions d'un arrêt n'étant pas de son fait,  
et ladite Compagnie n'ayant aucune qualité pour  
exercer les actions qui naissent de servitudes imposées  
aux propriétaires riverains.

Les plus en plus - Mais la jurisprudence plus récente  
tend à reporter au chemin de fer, en dehors  
des obligations résultant pour lui de dispositions  
réglementaires, toute mesure de prévention commandée  
par la situation de l'écueil ou les circonstances,  
et qui découlent de l'obligation générale de prudence  
qui s'applique à tous.

Le principe, déjà reconnu par les arrêts  
anciens (Civ. 11 Nov. 1891, D.P. 92.1.427 ; -  
4 Février 1895, D.P. 96.1.75), s'est affirmé  
avec plus de force dans ces derniers arrêts.

On peut citer, notamment, les arrêts  
suivants :



Cass. Civ. 8 avril 1932 (D.H. 1932. 297) :

"... Attendu que la drapée réglementaire de classe  
" pour les barrières au P.N. et de la faire garder à cet  
" accordé aux C.S. de ch. de fer qui à leurs usages et usages ;  
" qu'elle sont donc tenues de prendre toutes les  
" dispositions nécessaires pour signaler la présence d'un  
" passage ou l'arrivée de trains lorsque la situation  
" particulière des lieux ne permet pas aux usagers  
" de la route de s'assurer de l'approche des trains avant  
" d'être sur la voie ... "

Cass. Civ. 14 janvier 1936 (D.H. 1936. 131) :

"... Attendu que l'arrêt constate que, si un  
" critérium conforme aux prescriptions réglementaires  
" avait bien été établi par l'ad<sup>m</sup> de ch. de fer pour signaler  
" le passage à niveau, cette mesure n'était pas suffisante ;  
" que le P.N., parfaitement visible à l'origine, avait en effet  
" par la suite, été totalement masqué par deux bâtiments  
" parallèles construits en bordure du chemin d'accès et  
" formant un couloir séparé de celui par une distance  
" de 2<sup>m</sup> 10 seulement ; - que cette situation, circonvenant  
" dangereusement, imposait à l'ad<sup>m</sup> de ch. de fer de prendre des  
" précautions spéciales, qui s'imposaient d'autant plus,  
" en l'espèce, que le couloir ... "

Cass. Civ. 9 février 1937 (D.H. 1937. 203) :

"... Attendu que la Cour d'Angers, saisie de conclusions  
" tendant à faire déclarer fautive l'absence de signalisation  
" du P.N. représenté comme particulièrement dangereux  
" en raison de sa situation et du défaut de visibilité, s'est  
" bornée à conclure que " si le défaut de signalisation constitue  
" une faute, du moins cette faute n'est pas imputable  
" à la Compagnie ", pour le motif erroné que ni le Ministre  
" des T.P., ni le cahier de charges ne lui avaient imposé  
" l'obligation, et qu'aux termes du ref<sup>u</sup> d'ad<sup>m</sup> publique  
" du 31 nov. 1917, les Comp<sup>s</sup> sont tenues de prendre à leurs  
" frais les mesures nécessaires de sécurité pastorale ou la nécessité  
" en a été reconnue par le Ministre ;  
" Mais attendu que l'obligation qui découlait,  
" pour la Comp<sup>s</sup>, de la réglementation en vigueur, ne  
" la dispensent pas de l'obligation générale de prudence  
" qui s'impose à tous ; que les dispositions de l'art 1382  
" et 1383 C. Civ. lui demeurent applicables ... "

Cass. Civ. 1<sup>re</sup> juillet 1936

le Ch. de fer n'a pas à élaguer les haies qui ne sont pas dans son domaine -  
" ne peut plaquer de poteaux indicateurs hors de ses emprises -



457. - La Compagnie, obligée, par arrêté administratif, à exécuter des ouvrages destinés à rétablir les voies de communication, n'est pas tenue, en l'absence de convention contraire, des frais de conservation de ces ouvrages (Paris 12 Nov. 1853, D.P. 54. 2. 155). - De même, l'entretien d'un chemin établi en remplacement d'un chemin vicinal dévié ne peut être mis à la charge de la Compagnie qu'en vertu d'une convention particulière entre la Compagnie et la commune, alors qu'une décision du ministre a prescrit que le chemin serait mis à la commune pour être compris parmi ses chemins vicinaux (V. Cour. Etat 7 août 1886, D.P. 1888. 3. 12).

480. - L'entretien d'un pont destiné au raccordement d'une rue coupée pour l'établissement d'un chemin de fer est aux frais de la Compagnie. Toutefois, la ville doit y contribuer jusqu'à concurrence de la somme que lui coûtait antérieurement l'entretien de la portion de chaussée pavée qui a été remplacée par le pont (C. Etat 29 mars 1853, R. 281). - La Compagnie, obligée, par arrêté administratif, à exécuter, en dehors de son périmètre d'exploitation, des ouvrages destinés à rétablir, dans l'intérêt des communes ou des particuliers, les voies de communication que le chemin de fer a interceptées, n'est pas tenue, à moins qu'elle n'y ait été expressément assujettie, des travaux d'entretien ou de réparation nécessaires à la conservation de ces ouvrages (Paris 12 Nov. 1853, D.P. 54. 2. 156).

492. - On doit considérer comme des dépendances des chemins de fer et, par conséquent, comme faisant partie de la grande voirie : ..... les ouvrages d'art ..., notamment les ouvrages d'art servant à la circulation, au-dessus ou au-dessous de la voie (C. Etat 29 mars 1853, R. 281); -



Cant. Pref. Serie 11 avril 1872, S. 160). — Toutefois, il en est autrement : ... pour les passages inférieurs ou supérieurs desservant des voies particulières (Picard, t. 2, p. 867) ; ... Et même pour le sol d'une arcade et d'un viaduc de chemin de fer, s'il est livré à la circulation publique depuis plusieurs années et constitue une voie publique urbaine, servant à mettre en communication une rue de la ville avec un port ; ~~des~~ Or, le juge de police a pu connaître d'un fait de dépôt de matériaux commis sous cette arcade (C. 15 nov. 1872, D. P. 73. 1. 386) .



ARRET DE LA COUR D'APPEL DE BOURGES, du MARDI 28 JUIN 1938.

(Présidence de Monsieur le Premier Président MAZEN)

-----  
Affaire : Epoux PINGUET-SUCHET c/ Société Nationale des  
Chemins de fer Français, et :  
SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS  
c/ LEMOINE  
-----

La Cour.....

Considérant que les époux PINGUET-SUCHET ont régulièrement interjeté appel d'un jugement du Tribunal Civil de Saint-Amand, du 11 Janvier 1938, sur la quotité de l'indemnité à eux allouée, que la Société Nationale des Chemins de fer Français a formé appel incident sur le principe de la responsabilité; qu'en outre, elle a interjeté appel de la même décision à l'encontre de LEMOINE, appelé en garantie par elle en première instance, pour être déchargée de toute condamnation; que celui-ci a formé appel incident et conteste toute responsabilité; qu'ainsi, le procès est soumis dans toute son intégralité à la Cour.

SUR L'ACTION PRINCIPALE :

Considérant que la Société Nationale des Chemins de fer Français n'a pas exécuté l'obligation que lui imposait son contrat de transporter sains et saufs les voyageurs à destination, plusieurs ayant été tués dans l'accident du 15 Mars 1937; qu'elle ne peut se soustraire à la responsabilité que fait peser sur elle l'article 1147 du Code Civil, qu'en prouvant que l'exécution de son obligation provient d'une cause étrangère qui ne peut lui être imputée.

Considérant que l'accident est, au moins en partie, attribuable à la chute d'un arbre sur la voie, obstacle contre lequel est venu buter le train où se trouvaient les voyageurs accidentés; que cet arbre était creux; qu'il a été causé par le vent à hauteur de sa partie la plus faible, sans que l'orage au cours duquel il est tombé ait été d'une telle violence qu'on puisse y voir la cause fortuite imprévisible; que sans discuter, quant à présent, la responsabilité de son propriétaire, il y a lieu de remarquer que le danger que cet arbre constituait pour la voie, soit à cause de son état de vétusté, soit à cause de sa position, au bord d'une tranchée, n'avait pas échappé à la Compagnie qui, à plusieurs reprises, avait invité son propriétaire à l'abattre, et notamment par lettres du 10 Décembre 1935, et du 24 Janvier 1936; que depuis la Compagnie est restée dans l'inaction, alors que l'article 10 du 15 Juillet 1845 lui donnait le droit de le faire abattre elle-même, moyennant une juste mais prévisible indemnité; qu'ainsi elle n'est pas restée étrangère à cette cause de l'accident qui aurait été supprimée sans son inertie; que cette considération ne lui permet donc pas de dégager sa responsabilité qui est insuffisamment établie, sans qu'il soit besoin de rechercher, comme on le fera ci-dessous lors de l'examen de l'action en garantie, si la Cie n'a pas, en outre, commis d'autres fautes.

Considérant que les époux PINGUET-SUCHET ont perdu, dans l'accident, leur soeur et belle-soeur âgée de 30 ans et leur fils unique âgé de 6 ans 1/2.



Considérant que la mort de leur sœur, qui ne restait pas avec eux, mais avec ses père et mère, ne leur a pas causé de préjudice en dehors du choc moral qui en est résulté pour eux; qu'au contraire, ils ont dû éprouver un préjudice certain et en avoir un grand chagrin de la disparition de leur fils unique, qui plus tard aurait pu devenir leur soutien, et qui, d'après l'état de santé de Mme PINGUET, tel que le constate un certificat médical, ne sera probablement jamais remplacé à leur foyer; qu'en outre, les funérailles ont occasionné aux appelants certains frais dont ils justifient; qu'en tenant compte de tous ces éléments la Cour estime que le Tribunal a fait une juste appréciation de l'indemnité due;

#### SUR L'ACTION EN GARANTIE :

Considérant que l'arbre qui a été la cause première de l'accident était sous la garde de son propriétaire; que la responsabilité de ce dernier est donc engagée au moins dans une certaine mesure, par application de l'article 1384 du Code Civil, sans même qu'on ait à prouver sa faute; qu'au reste une grave imprudence reste à sa charge du fait d'avoir voulu conserver cet arbre malgré son état qui n'avait pu lui échapper, puisqu'il était à proximité de son habitation et qu'il le voyait fréquemment; et bien qu'il fut enraciné à l'extrême bord de la tranchée; qu'il est vrai que la chute de cet arbre n'est pas en relation directe avec l'accident, dont elle a été séparée par un certain délai, mais que le délai qui s'est écoulé jusqu'à la collision, 15 minutes environ, était insuffisant pour permettre soit de déblayer la voie, soit de la couvrir par les moyens normaux; que seule la couverture de fortune pouvait être tentée; que l'arbre qui elle présentait laisse nécessairement une certaine part à la chute de l'arbre dans l'accident; que cette chute, nous l'avons vu, se rattache intimement au vice intrinsèque de cet arbre; qu'il suffit que l'accident soit le fait de l'arbre pour que son gardien en soit déclaré responsable.

Considérant, en outre, que le vent qui a causé la chute tout en étant assez violent, n'atteignait pas les proportions d'un phénomène atmosphérique absolument inconnu, et pour cela imprévisible, et ne saurait constituer le cas fortuit.

Considérant que l'imprudence relevée à la charge de LEMOINE est d'autant plus grave qu'il avait reçu de la Compagnie plusieurs avertissements.

Considérant toutefois, que de son côté, ainsi qu'il a été dit plus haut, la Compagnie a commis une grave imprudence en n'usant pas du droit qu'elle avait de faire abattre cet arbre.

Considérant, en outre, qu'il résulte des faits de la cause que la collision a eu lieu au moins 15 minutes après la chute; que ce délai devait être largement suffisant pour couvrir par des signaux, l'endroit dangereux, surtout, alors que la garde-barrière, placée à 142 mètres du point de chute et au-delà, par la marche du train, avait entendu le bruit de la chute et avait été prévenu ainsi aussitôt; que celui-ci a d'ailleurs placé entre le train et l'endroit de la chute 4 pétards à 414 mètres, 350 mètres, 340 mètres et 230 mètres, mais qu'il a omis de faire des signaux avec son drapeau rouge.

Considérant que le ménage AUPY, qui occupait une maison de

garde-barrière à 270 mètres du point de chute, du côté où arrivait le train, a été alerté quelques minutes plus tard, par LEGNIERE, envoyé à bicyclette; qu'à ce moment le train n'était pas encore en vue, bien qu'une ligne droite permit de l'apercevoir de loin; qu'AUPY a même déclaré à l'information qu'il restait encore 5 minutes avant le passage du dit train; que par suite, il est revenu, il est vrai, sur cette déclaration, mais que cela s'explique par le souci d'éviter toute responsabilité personnelle; que malgré cela, AUPY et sa femme n'ont placé aucun pétard ni fait aucun signal; qu'il est vrai que la sonnerie qui signale le train 1'40 avant son passage était en action, mais que cette sonnerie avait pu être actionnée par une autre cause, par exemple un court circuit produit par l'orage, ce qui paraît vraisemblable; qu'en tout cas, le convoi n'étant pas encore en vue, AUPY et sa femme avaient certainement le temps de placer au moins un pétard ou deux devant leur maisonnette; placement qui est facile et ainsi que cela résulte d'expériences faites devant la Cour, et de faire des signaux avec leur drapeau, précautions qui auraient permis l'arrêt en temps utile du train.

Considérant encore, que le pétard le plus éloigné de l'obstacle étant à 414 mètres, aurait également permis au train de s'arrêter ou tout au moins d'arriver sur l'obstacle à une vitesse réduite, au lieu d'y arriver en pleine vitesse, comme l'a révélé l'appareil de contrôle placé sur la machine.

Considérant que le mécanicien et le chauffeur n'ont, de leur aveu même, entendu que les deux derniers pétards placés à 20 mètres; que les traces de freinage sur la voie révèlent que celui-ci n'a commencé qu'à 158 mètres de l'obstacle, et confirment ainsi les déclarations sus-visées.

Considérant que le fait que les premiers pétards qui ont tous explosé n'ont pas été entendus, ne peut être attribué qu'à l'insuffisance de ses signaux ou à l'inattention des deux agents de la traction; que les deux hypothèses révèlent de la part de la part de celle-ci ou de ses agents, une faute également grave.

Considérant que le convoi était composé partie de voitures métalliques, partie de voitures semi-métalliques, partie de voitures entièrement en bois; que c'est une voiture semi-métallique, beaucoup moins résistante qu'une métallique, qui a été écrasée, n'ayant pu supporter le choc d'un véhicule plus solide; que c'est là encore une imprudence que ne saurait faire disparaître le fait que la composition du convoi était réglementaire;

Considérant qu'en répartissant la responsabilité entre LEMOINE et la Compagnie, dans la proportion de 1/4 et de 3/4, eu égard aux fautes ou imprudences respectivement commises par les parties le Tribunal a fait une juste appréciation de leurs droits.

#### PAR CES MOTIFS :

Qu'il en son rapport M. le Conseiller GIFFARD.

Déclare recevable en la forme les appels principaux et incidents, interjetés du jugement du Tribunal Civil de Saint-Amand du 11 Janvier 1938.

Confirme cette décision.

Condanne les deux appelants principaux, époux PINGUET-SUCHET et Compagnie Nationale des Chemins de fer, chacun à l'amende de fol appel et les condamne aux dépens d'appel, chacun dans la proportion de moitié.



SERVICE DU CONTENTIEUX

AFFAIRES GÉNÉRALES

N° 4526 ch.

Service Central: *Agents*

Région : \_\_\_\_\_

*Bail à loyer*

OBJET DE LA CONSULTATION

*M. Wolff, facteur enregistré, à L. Maur,  
demande des renseignements sur la constitution  
des loyers, il pourra donner copie de  
sa location, en cas de changement de  
résidence (sur sa demande).*

Références :

Observations :



29 janvier 1940

SJ

4526

Ch

Monsieur WOLFF,  
112 avenue du Grand Chêne,  
à Saint-Maur (Seine)

En réponse à votre lettre du 20 janvier courant, je vous informe que si vous n'avez pas de bail, mais un simple engagement de location, vous ne pouvez donner congé à votre propriétaire qu'en respectant les délais de préavis fixés par les usages de la localité, - usages dont vous pourrez avoir connaissance en vous adressant au Secrétariat de la mairie de St-Maur.

Il est généralement d'usage, dans la région parisienne, que le congé soit donné avant le commencement d'un trimestre pour le trimestre suivant, les dates de renouvellement des locations étant par ailleurs fixées au 1<sup>er</sup> janvier, 1<sup>er</sup> avril, 1<sup>er</sup> juillet et 1<sup>er</sup> octobre.

S'il en est bien ainsi à St-Maur, vous ne pouvez plus actuellement donner congé de votre location que pour le 1<sup>er</sup> juillet; vous devrez donc à votre propriétaire le trimestre prochain.

Il reste, d'ailleurs, entendu que si, à la suite



de votre départ, une relocation était conclue avant le  
1<sup>er</sup> juillet, vous seriez en droit d'exiger de votre pro-  
priétaire une restitution de loyer pour la période courue  
entre l'entrée en jouissance du nouveau locataire et l'ex-  
piration du deuxième trimestre 1940, que vous auriez  
acquitté.

LE CHEF DU CONTENTIEUX

*Liqui: de Capuey*



S. J.

Des n° 4.526 <sup>ch</sup>

F

Monsieur Wolff  
112, Avenue du Grand Chêne  
à St Maurice (Seine)

Vu:

by

En réponse à votre lettre  
du 20 janvier courant, je vous informe  
que, si vous n'avez pas de bail, mais un  
simple engagement de location, vous ne  
pouvez donner congé à votre propriétaire  
qu'en respectant les délais de préavis fixés  
par les usages de la localité, - usages dont  
vous pourrez avoir connaissance en vous  
adressant au Secrétariat de la Mairie de  
St Maurice.

Il est généralement d'usage, dans la  
région parisienne, que le congé soit donné  
avant le commencement d'un trimestre  
pour le trimestre suivant, les dates de  
renouvellement de location étant par ailleurs  
fixées aux 1<sup>er</sup> janvier, 1<sup>er</sup> avril, 1<sup>er</sup> juillet  
et 1<sup>er</sup> octobre.

S'il en est bien ainsi à St Maurice,  
vous ne pouvez plus actuellement donner  
congé de votre location que pour le  
1<sup>er</sup> juillet; vous devez donc à votre  
propriétaire le trimestre prochain.

Il vaudrait, d'ailleurs, entendre que  
si, à la suite de votre départ, une relocation  
était conclue avant le 1<sup>er</sup> juillet, vous

27/1



seriez en droit d'exiger de votre propriétaire  
une restitution de loyer pour la période  
courue entre l'entrée en jouissance du  
nouveau locataire et l'expiration du deuxième  
trimestre 1940, que vous auriez acquitté.

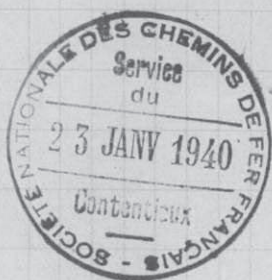
Le Chef du Contentieux,



Sd.

M. Chavennet  
23-1-40

St. maur, le 20-1-40



Monsieur le Chef du Contentieux  
à Paris

Payant mon loyer par trimestre et de ce fait, ayant réglé jusqu'au 31 mars inclus, j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir me faire connaître, au cas où j'aurais mon changement de résidence (sur ma demande) si je dois payer, à mon propriétaire le trimestre prochain, c'est à dire jusqu'au 30 juin.

Ne devrais-je pas lui signifier congé trois mois après que je serai fixé pour mon départ.

Il ajoutera que mon engagement de location stipule que "je m'oblige à payer de trois mois en trois mois, aux époques ordinaires des termes, à partir du mois de janvier prochain, pour y entrer le 1<sup>er</sup> janvier 1939"

Je vous en suis reconnaissant, Monsieur le Chef du Contentieux, de bien vouloir me faire réponse dans un délai aussi rapproché que possible et vous prie, d'agréer, mes salutations très distinguées.

Wolff - factu - enregistrant  
112 avenue du grand chemin  
à St. maur (sine).

Wolff



SERVICE DU CONTENTIEUX

AFFAIRES GÉNÉRALES

N° 4.527 ch.

Service Central: *Agents*

Région: *Sud-Ouest*

*Loyers*

*(D.L. 26 Sept. 1939)*

OBJET DE LA CONSULTATION

*M<sup>me</sup> Blanchon, employée au Bureau  
des Tarifs et Taxes, réside à Bordeaux-St-Jean,  
demande si elle doit supporter les frais d'une  
visite-jugée pratiquée à son domicile par son  
propriétaire, à Agen, avant qu'elle n'attende  
en justice une réduction du 1/4 de son loyer.*

Références :

Observations :

D<sup>r</sup> N° 4.527; Aff. : *ch*



Bordeaux le 15 Janvier 1940

Monsieur le Chef du Contentieux Commun  
à Brionville

Monsieur.



J'ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance  
un conseil sur la suite que je dois donner à une  
demande de frais qui me sont réclamés par M<sup>re</sup>  
Porte huissier à Argenteuil par suite d'un  
différend que j'ai eu avec mon propriétaire  
M<sup>re</sup> <sup>Propriétaire à Ver. sur. Hec.</sup> <sup>Domiciliée à Argenteuil</sup> 45 Rue Alfred  
Sabrière et employée à la S. N. C. F. Région  
Sud ouest - Bureau des Camps Voyageurs - Détachés  
dont le Service est replié depuis le 5 Septembre à  
Bordeaux gare St-Jean - Pavillon Nord. J'ai demandé à  
mon propriétaire, par lettre recommandée le 7  
Octobre dernier un arrangement amiable pour  
diminution de loyer.

Payant mon terme d'avance je  
proposais 50% de réduction.

Mais le 13 octobre n'ayant pas de réponse  
j'ai considéré ce silence comme un acquiescement  
et ne voulant pas être en retard j'ai adressé  
à M<sup>re</sup> <sup>Porte</sup> <sup>huissier</sup> un mandat carte de 280 F<sup>rs</sup> motif  
de mon terme. Ayant reçu l'accusé de réception  
"payé" de ce mandat je pensais l'affaire  
terminée.

Quelle fut donc ma stupéfaction, lorsque vers  
la fin Novembre je recevais un avis de M<sup>re</sup> Porte  
huissier, me faisant connaître qu'une commission

M. Chavand  
23-1-40



gagerie avait été effectuée chez moi.

Surprise de n'avoir pas été touchée par un avis préalable je me rendis à Argenteuil où j'appus qu'un commandement avait été présenté à mon domicile le 20 Octobre (Commandement de 460<sup>F</sup> représentant la valeur totale du loyer, légalement je n'en devais <sup>plus</sup> que la moitié) Mais, soit que la concierge fut absente, ou une négligence involontaire de ma nouvelle adrette, ce commandement fut remis à la main sans que quiconque ait eu à s'inquiéter de mon sort d'évacuée obligatoire. Or, le processus légal suivit son cours dans toute la rigueur.

Depuis j'ai appris que par jugement du 29 Décembre j'étais exonérée du quart de mon loyer.

Aujourd'hui doit se poser la question des autres frais

1° Commandement d'une somme supérieure à celle que je devais

2° FV de saisie (sans confirmation)

Pouvait-il y avoir exécution pour un locataire absent du fait de la guerre.

Il semble paradoxal qu'une loi sauvegarde les intérêts des locataires et que, d'autre part, par un enchaînement de circonstances supérieures ils puissent être dépouillés de leurs meubles à leur entrée.

Ces frais me semblent très arbitraires et je vous serais reconnaissante, si il vous était possible de me guider pour en être exonérée.

Avec mes remerciements l'expression de toute ma gratitude

P.S. Ci-joint lettre de l'huitier qui s'est occupé de mes affaires

Flavie

Madame Dr Blanchon  
Judiciaire  
Maison des Belles Océanides



D.

Trouville  
XXXXX 19 Février 40  
XXXXXXXXXXXXXXXXX

S.J.  
4.527 Ch

RECOMMANDEE

Madame Veuve BLANCHON  
Employée au Bureau des Tarifs Voyageurs - Détaxes  
Gare de Bordeaux-S<sup>t</sup>-Jean  
(Pavillon Nord)

8 pièces

Votre lettre du 10 février ne m'apporte pas tous les renseignements demandés par la mienne du 31 janvier.

Notamment, vous ne m'adressez pas copie de la lettre par laquelle vous aviez sollicité de votre propriétaire une réduction de votre loyer de 50 %.

Quoi qu'il en soit, je remarque que cette lettre, qui avait été expédiée par vous le 13 octobre, n'a été remise au destinataire, d'après les indications de l'avis de réception de la poste, que le 21 octobre, donc postérieurement à la signification du commandement, qui est du 20 octobre.

Ce retard explique que votre propriétaire, non payé à la date d'échéance du terme, et n'étant pas encore en possession de votre demande de réduction, se soit décidé à engager des poursuites.

On peut admettre également que, commandement vous



ayant été signifié entre temps, il n'ait pas jugé utile de répondre à votre lettre pour vous confirmer un refus qui résultait déjà de ce premier acte de procédure.

Bref, votre propriétaire était dans son droit strict en procédant comme il l'a fait.

D'autre part, en raison de votre absence de votre domicile habituel, et de l'absence de tout parent, serviteur ou voisin, l'exploit contenant commandement a pu valablement être remis au Maire de la commune d'Argenteuil, conformément aux dispositions de l'art. 68 du Code de Procédure Civile.

L'huissier avait, il est vrai, l'obligation de vous aviser, par lettre recommandée, du dépôt de l'acte en mairie, j'ignore s'il l'a fait; et, par ailleurs, vous ne m'indiquez pas si vous aviez fait connaître votre nouvelle adresse à votre propriétaire.

Enfin, le fait que vous ayez, dans la suite, obtenu en justice une réduction de votre loyer n'est pas de nature à vous exonérer des frais antérieurs de poursuites, alors surtout que cette réduction a été limitée à  $\frac{1}{4}$  non encore réglé. (Cf. Trib. Civ. Seine 10 novembre 1939, Gaz. Palais 28 nov. 1939; 16 nov. 1939, Gaz. Trib. 10/16 déc. 1939).

En définitive, je ne saurais vous conseiller de

—  
vous laissant  
débitrice d'un  
autre quart



refuser de prendre à votre charge l'intégralité des frais  
dont le paiement vous est réclamé.

LE CHEF DU CONTENTIEUX.

*Loguiv. de Cazeray*



S.J.  
n° 4.527 ch

D  
Madame Pierre Blanchon  
Employé au Bureau des Tréport-Voyageurs - D'Arret  
Gare de Bordeaux - St Jean  
(Parisien Nord)

Recommandé

Notre lettre du 10 Février  
ne m'apprend pas tous les renseignements  
demandés par la mienne du 31 janvier.

Notamment, vous ne m'adrez  
pas copie ~~que vous m'avez adressée~~  
~~par courrier de Paris~~ de la lettre per  
laquelle vous aviez sollicité de notre  
propriétaire une réduction de notre loyer  
de 50 %.

8 p.

Quoi qu'il en soit, je remarque  
que cette lettre, qui avait été expédiée  
par vous le 13 octobre, n'a été remise  
au destinataire, d'après les indications  
de l'avis de réception de la florit,  
que le 21 octobre, donc postérieurement  
à la signature du commandement,  
qui est du 20 octobre.

Ce retard explique que  
notre propriétaire, non payé à la  
date d'échéance du fermage, et n'étant  
pas en mesure de verser de notre demande  
à échéance, se soit avisé d'engager  
des poursuites.

On peut admettre également  
que, commandement n° 10, ayant été  
signifié dans l'acte même, entre temps,  
il n'a été pas payé utile de répondre.

10/2



à votre lettre pour vous confirmer  
un refus qui résultait d'après de ce  
premier acte de procédure.

Bref votre propriétaire - qui  
~~est un~~ existant, agit avec plus de  
raisonnements - c'est dans ses droits strict  
en procédant comme il l'a fait.

D'autre part, en raison  
de votre absence de votre domicile habituel,  
et de l'absence de tout parent, sergent  
ou maitre, l'exploit contenant ~~contenant~~  
communément a pu valablement être  
remis au maire de la commune  
d'Argenteuil, conformément aux dispositions  
de l'art. 68 du Code de Procédure Civile.  
Si hier soir avant, il est vrai, l'obligation  
de vous aviser, par lettre recommandée,  
du dépôt de l'acte en mairie - j'ignore  
s'il l'a fait ; et, par ailleurs, vous ne  
m'indiquez pas si vous avez fait connaître  
votre nouvelle adresse à votre propriétaire.

Enfin, le fait que vous  
<sup>chez la suite</sup> avez obtenu en justice une réduction  
de votre loyer n'est pas de nature à  
vous garantir de frais antérieurs de  
procédure, alors surtout que cette  
réduction a été limitée à 1/4, vous  
causant détresse d'un autre 1/4 par  
une agile (cf. Tr. Civ. Seine 10 novembre  
1939, Gaz. Palais 28 nov. 1939 ; -  
16 nov. 1939, Gaz. Tribunaux 10/16 décembre  
1939).

~~En attendant de les faire  
vous avez obtenu de justice une réduction  
indiquant 1/4 de frais antérieurs de  
procédure.~~

~~recommandée.~~

~~Le Chef de Contentieux,~~

En Réponse, je ne saurais  
vous conseiller de recevoir le pendule  
à votre charge et d'accepter les frais  
dont le paiement n'est pas certain.

Le Chef de Contentieux,



Terme échéant le 1<sup>er</sup> octobre

Commandement 20 octobre

Demande de M<sup>me</sup> Blanchon  
pour réduction de 50 %

- lettre du 13. 10,

mais remise par la

Porte seulement le

27 octobre

Envoi de  $\frac{1}{2}$  tenue d'hiver

(mandat payé le)

{ 7 novembre  
" "

P.V. de l'adjo. - jessie

Cadastre. (M<sup>me</sup> Blanchon)

{ 18 novembre  
22 "

Retrait du commandement,

à la mairie d'Argentan,

par M<sup>me</sup> Blanchon

28 novembre

Demande en réduction

depuis la fin de l'année

par M<sup>me</sup> Blanchon

?

Jugement pourant d'  $\frac{1}{4}$

29 décembre

Envoi du complément tenue d'hiver

(plus  $\frac{1}{4}$  tenue d'été)

10 janvier

Paiement de  $\frac{1}{2}$  de la fin

restant



Le 12 Février 1940

Monsieur le Chef Adjoint du  
Contentieux Commun S.-M. C.T.  
a. Brouville

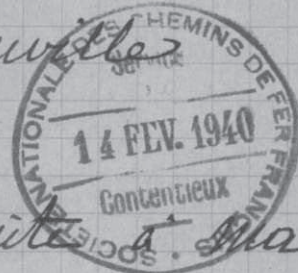
Monsieur

Comme suite à ma  
lettre du 10 c<sup>t</sup> reproduit à  
la volée S. J. 4527 ch du  
St Janvier, j'ai l'honneur  
de vous communiquer une  
nouvelle lettre de M<sup>e</sup> Forte  
me réclamant la totalité  
des frais provoqués par  
mon propriétaire.

Veuillez agréer, Monsieur le  
Chef du Contentieux l'expression  
de mes sentiments respectueux

J. Lacroix

Mme Blanchon. Employée aux voyages  
Départ - Bordeaux





Bordeaux 10 Fev 1940

Monsieur le Chef du Contentieux Commun  
de la S. M. L. P.  
a. Bouville



Par Lettre S.F. N° 4527 ch du 21 Janv-  
vous avez bien voulu me demander quelques  
renseignements relatifs à la question que je me  
suis permis de vous poser

Je vous adresse ci annexées toutes les  
suivies en ma possession

1° Lettre recommandée à votre satisfaction  
pour une demande amiable par laquelle je  
lui proposais 50% de mon terme 13/10

2° à défaut de réponse avrai de mon terme  
consistant la réduction sollicitée 7/11

3° Commandement qui ne m'a jamais touché  
et que j'ai retiré moi-même à la Mairie  
d'Argenteuil 28/11

4° J.V de Louis Gagneur pour lequel par  
exemple on a vu passer mon adresse

5° Résultat du Jugement que j'ai  
gagné après d'ailleurs la j'ai a des  
(cours fournis par l'Université de la défense)



6°  
vous connaissez  
du jugement

accusé de réception du jugement  
de mon terme: sol 12/1  
{ 115<sup>e</sup> aliquot Octobre  
348<sup>e</sup> terme de Janvier a echu en avril  
j'avais joint 2 fois l'un des quittances  
que j'attends encore.

7°  
Lettre de M<sup>r</sup> Forte me réclamant  
Principal et J'ai bien quo mon  
procheaine soit en possession des  
termes depuis le 12 Janvier

J'ajoute que j'ai achetée a M<sup>r</sup> Forte  
la moitié des Jais craignant qu'a défaut  
de ma présence à mon domicile, il me  
soit encore crée d'autres inducts. Je  
n'ai pas leue de réponse mais en raison  
de l'enchaînement des Jais exposés dont je  
acquiesce la totalité des en Jais mentionnés  
a la Note de M<sup>r</sup> Forte et ce dernier m'écrit  
Jours en avoir le Reçuement

Après tout je n'ai que trop d'importance  
aux Jais que je vous communique. Je joins  
3 de lumbes Jours que vous avez l'obligation  
de me les retourner en l'ille. Je vous adresse  
à mon bureau de référence tout

susceptible de ne pas être à mon domicile  
au passage du Jais.  
Je m'excuse du dérangement  
que j'occasionne et avec mes  
remerciements veuillez agréer Monsieur  
le chef du Contentieux l'expression de  
toute ma gratitude.

*J. Jancin*

Madame M<sup>lle</sup> Hauchon - Employée  
Bureau des Jais Jougues - Delaunay  
Jardillon Nord  
Moudeux 12 Jours



S.J.

4527 Ch

Madame Veuve BLANCHON  
Employée au Bureau des Tarifs Voyageurs - Détaxes  
Gare de BORDEAUX-St-JEAN

(Pavillon Nord )

Comme suite à votre lettre du 1er Février  
-qui me parvient seulement aujourd'hui- je vous re-  
tourne ci-jointe, comme vous me le demandez, la lettre  
qui vous avait été adressée par M. VARLEZ, Huissier.

J'y joins, pour le cas où vous ne l'auriez pas  
reçue, une copie de la réponse que j'avais faite à  
votre première lettre, et dans laquelle je vous priais  
de me fournir divers renseignements complémentaires  
indispensables.

/ LE CHEF DU CONTENTIEUX,

*Signé : Sentenac*



S. J.

Dr n° 4.527 ch

Urgent

7 février

Madame Feure Blanchon  
Employée au Bureau des Tarifs Voyageurs - Ortaxe  
Gare de Bordeaux St-Jean  
(Parillon Nord)

Comme suite à votre lettre  
du 1<sup>er</sup> février - qui me parvint seulement  
aujourd'hui - je vous retourne ci-jointe,  
comme vous me le demandez, la  
lettre qui vous avait été adressée par  
M<sup>l</sup> Varlez, hier.

J'y joins, pour le cas où  
vous ne l'auriez pas reçue, une copie  
de la réponse que j'avais faite à votre  
première lettre, et dans laquelle je  
vous priais de me fournir quelques  
enseignements complémentaires indispen-  
sables, concernant votre affaire.

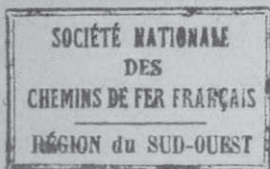
J'ajoute qu'à première vue,  
étant donné que vous n'avez pas obtenu  
en justice la réduction de loyer à laquelle  
vous prétendez, ~~vous pouvez~~ ~~difficilement~~  
~~contester~~ ~~car~~ il vous ~~reste~~ ~~difficile~~  
d'échapper au paiement de tout ou partie  
des loyers qui vous sont réclamés.

Le Chef du Contentieux,

et qui a suivi la  
procédure de faire  
engager par votre  
propriétaire peut  
apparaître comme  
justifiée.

1.





PAVILLON NORD  
GARE DE BORDEAUX-S'-JEAN

Bordeaux ce 4<sup>er</sup> Février

Monsieur Le Chef du Contentieux  
à Bourville



Je me permets de vous renouveler  
ma lettre du 16 Janvier relative à un  
différend qui m'a été créé par mon  
propriétaire

J'avais joint la lettre de  
l'homme d'affaires qui a pris ma  
défense lequel me communiquait une  
Note de l'huisier de mon propriétaire

Aujourd'hui cet huisier m'écrit  
supplémentairement d'avoir à le solder. Je  
vous serais très reconnaissant de bien  
vouloir me faire parvenir le plus tôt  
possible la lettre que je vous avais  
communiquée.

Avec mes remerciements veuillez  
agréer Monsieur l'expression de mes  
salutations respectueuses

J. L. Lamy

Madame Blanchon Camp Voyageurs. Detaches Bordeaux  
Région Sud-Ouest

M. Charvane  
7-2-40



----- 31 Janvier x 40

S.J.  
4.527<sup>Ch</sup>

Madame Veuve BLANCHON,  
Employée au Bureau des Tarifs Voyageurs - Détaxes,  
Gare de BORDEAUX S<sup>t</sup> JEAN - (Pavillon Nord)

Afin de me permettre de répondre à la question posée par votre lettre du 15 Janvier - lettre qui m'est parvenue seulement le 23 - je vous prie de m'indiquer de quelle façon et à quelle date vous avez eu connaissance du commandement et du procès-verbal de saisie-gagerie engagés contre vous. Ces pièces vous ont-elles été transmises à Bordeaux, et dans quelles conditions ?

Depuis votre départ, avez-vous indiqué par lettre recommandée à votre propriétaire votre nouvelle adresse, notamment à l'occasion de votre demande de réduction de loyer ?

D'autre part, comment et à quel moment a été introduite l'instance qui a abouti à la réduction d'un quart de votre loyer : qui, de vous ou de votre propriétaire, en avait pris l'initiative ?



Enfin, il conviendrait que vous m'adressiez toute la correspondance que vous avez échangée dans cette affaire, tant avec votre propriétaire qu'avec l'huissier de ce dernier et l'huissier auquel vous avez dû confier vos intérêts.

*adit*  
LE CHEF DU CONTENTIEUX,  
*Signé: de Caqueray*



SOCIÉTÉ NATIONALE  
DES  
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DU SUD-OUEST

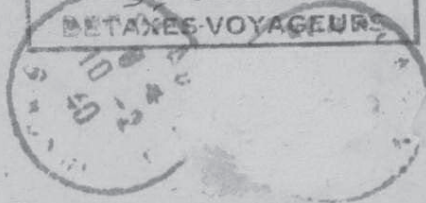
PAVILLON NORD

GARE DE BORDEAUX-S'-JEAN

DIVISION COMMERCIALE

9<sup>e</sup> Section

DÉTACHÉS-VOYAGEURS



N° 2700 - N° 43 - 428x173 - Ac: 17579 I - 7

Monsieur Le Chef du  
Contentieux Commun  
S. N. C. F.

a-Brouville sur Mer

R

149

Salvados







Service des Contentieux

Affaires Générales

4528 ch

Service des Installations  
fixes

Plantations aux abords des chemins de  
fer

Références: G 11 ch / 2780 LA.



# Regime actuel des plantations aux abords de la voie ferrée

## A. - Dans la zone de protection de 6<sup>m</sup> (autorisation nécessaire)

(L. 9 Ventôse an XIII, art. 5  
L. 15 juillet 1845, art. 3)

a) arbres antérieurs au ch. de fer : indemnité (sauf urgence)  
(L. 15 juillet 1845, art. 10)

b) arbres postérieurs au ch. de fer : pas d'indemnité  
(même s'il y a eu autorisation,  
v. d. 2780<sup>2a</sup>)

## B. - Hors de la zone de protection

a) Péril grave } mesure de police { L. 19.22 juillet 1891, art. 46  
L. 5 avril 1884, art. 97 et s.  
L. 21 juin 1898, art. 2 et 7  
- pas d'indemnité

b) Pas de danger imminent { aucun moyen de contrainte  
indemnité si propriétaire consent  
à l'abatage  
- expropriation possible

## Projet de loi

A l'avenir {  
- de 6<sup>m</sup> : autorisation nécessaire { la hauteur ne doit pas  
dépasser la distance  
de l'arbre au chemin de fer  
+ 2 mètres  
Sanction : recépage  
aux frais du  
propriétaire } - sauf dérogation contenue  
dans l'autorisation  
+ de 6<sup>m</sup> : autorisation inutile  
(comme précédemment) } - sauf dérogation accordée  
par arrêté préfectoral

Arbres  
existants {  
+ de 6<sup>m</sup> { - élagage, élagage  
ou abatage  
aux frais du propriétaire  
- si la distance est devenue  
insuffisante par croissance  
- et si il y a crainte  
de recouvrement  
- après mise en demeure  
par arrêté préfectoral

Obs. :

Quid de l'indemnité  
en cas d'abatage d'un  
arbre planté à plus de 6 m. ?  
Faut-il assimiler au  
cas de mesure de sécurité  
prise en cas de péril  
grave, alors qu'il n'y a que  
crainte de recouvrement ?



Loi 1<sup>re</sup> juillet 1843

Art. 10.-

" Si, hors des cas d'urgence prévus  
" par la loi des 16-24 août 1790, la  
" sûreté publique ou la conservation du  
" chemin de fer l'exige, l'administration  
" pourra faire supprimer, moyennant  
" une juste indemnité, les constructions,  
" plantations .... existant, dans les  
" zones ci-dessus spécifiées, au moment  
" de la promulgation de la présente loi,  
" et, pour l'avenir, lors de l'établisse-  
" ment du chemin de fer.  
" L'indemnité sera réglée .... "



Code Rural, livre III ( de la Police rurale )  
( L. 21 Juin 1898 )

Art. 2. —

“ Les maires veillent à tout ce qui intéresse et  
“ garantit la sécurité publique.  
“ Ils doivent, par les précautions convenables, prévenir  
“ les accidents et les fléaux.... ”

Art. 3. —

“ Le maire peut prescrire la réparation ou la  
“ destruction des murs, bâtiments ou édifices quelconques  
“ lorsqu'ils menacent ruine et qu'ils pourraient, par  
“ leur effondrement, compromettre la sécurité ou l'hygiène,  
“ d'une façon générale, ils n'offrent pas la garantie  
“ de sécurité nécessaires au maintien de la sécurité  
“ publique.... ”

Art. 4. —

Cet article définit la procédure à suivre : notification  
au propriétaire, de l'arrêté prescrivant la réparation ou  
la destruction, avec sommation d'avoir à effectuer les  
travaux dans un certain délai et, en cas de contestation  
du péril, de faire connaître un expert. — S'il n'y a pas  
d'avis, à la suite de l'expertise, l'expert seul nommé par  
le Conseil municipal. — Arrêté et rapport d'experts sont transmis au  
Conseil de Préfecture. — En cas de divergence d'avis, nomination  
d'un 3<sup>e</sup> expert. — Le Conseil de Préfecture statue sur  
le litige et ordonne le maire à prendre, d'urgence, au besoin,  
le maire n'y fait procéder d'office aux frais du propriétaire.  
Notification de l'arrêté du Conseil au propriétaire —  
Recours possible au Conseil d'Etat. —

Art. 5. —

“ En cas de péril imminent le maire, après  
“ avoir immédiatement averti le propriétaire, provoque la  
“ nomination, par le juge de paix, d'un homme de loi,  
“ qui est chargé d'examiner l'état du bâtiment....  
“ Si le rapport de cet expert constate l'urgence  
“ ou le péril grave et imminent, le maire ordonne



" Les mesures provisoires nécessaires pour sauvegarder  
" la sécurité et notamment l'évacuation de  
" l'immuable.  
" Dans le cas où ces mesures n'auraient point  
" été exécutées dans le délai imparti par la sommation,  
" le maire a le droit de faire exécuter d'office, et  
" aux frais du propriétaire, les mesures nécessaires.  
" Il est ensuite procédé uniformément aux  
" opérations ordonnées dans l'arrêté précédent."

#### Art. 7. -

" Dans le cas de danger grave et imminent,  
" comme inondation, rupture de digue, incendie d'une  
" forêt, avalanche, éboulement de berges ou de  
" rochers, ou tout autre accident naturel, le  
" maire prescrit l'exécution de mesures de sûreté exigées  
" par la circonstance. Il réprime d'urgence le préjudice  
" et lui fait connaître les mesures qu'il a prescrites."



Loi 5 Avril 1884 sur l'organisation municipale

Art. 97. —

" La police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre,  
" la sûreté et la salubrité publiques. Elle comprend notamment:  
" — 1° tout ce qui concerne la sûreté et la commodité du  
" passage dans les rues, quais, places et voies publiques,  
" ce qui comprend le nettoiement, l'éclairage, l'entretien  
" des encombrements, la démolition ou la réparation de  
" édifices menaçant ruine, .... "

Art. 98. —

" Le maire a la police des routes nationales et départe-  
" mentales, et des voies de communication dans l'intérieur  
" des agglomérations, mais seulement en ce qui touche  
" à la circulation sur lesdites voies .... "

Art. 99. —

" Les pouvoirs qui appartiennent au Maire, en vertu  
" de l'art. 98, ne font pas obstacle au droit du préfet  
" de prendre, pour toutes les communes du département  
" ou plusieurs d'entre elles, et dans tous les cas où il n'y  
" aurait pas été pourvu par les autorités municipales,  
" toutes mesures relatives au maintien de la salubrité, de  
" la sûreté et de la tranquillité publiques ... "

Art. 101. —

" Le maire est chargé, sous la surveillance de  
" l'admin<sup>supr</sup>, de la police municipale, de la  
" police rurale et de l'exécution des actes de l'autorité  
" supérieure qui y sont relatifs. "



L. 19-22 juillet 1891

Art. 46. -

"... le corps municipal neanmoins pourra ...  
" faire des arrêtés sur les objets qui suivent :  
" - 1<sup>o</sup> lorsqu'il s'agira d'ordonner les précautions  
" locales sur les objets confiés à sa vigilance et à  
" son autorité par les art<sup>s</sup> 3 et 4 du titre XI de  
" D. du 16 août 1790 sur l'organisation judiciaire ... "

D. 16-24 août 1790 sur l'organisation  
judiciaire . -

Titre XI. - Des juges en matière de police. -

Art. 3. -

" les objets de police confiés à la vigilance  
" et à l'autorité des corps municipaux sont :  
" - 1<sup>o</sup> Tout ce qui interesse la sûreté et la  
" commodité du passage dans les rues, quais, places  
" et voies publiques ; ce qui comprend le nettoiement,  
" l'illumination, l'enlèvement des encombrements,  
" la démolition ou la réparation des bâtiments menaçant  
" ruine, .... "

Rem. : Cet article a été abrogé par l'art. 168  
de la loi du 5 avril 1884, et remplacé par  
l'art. 97 de la même loi. -



des propriétés intérieures et vaud  
réellement " +

g'attribue toutefois votre attention sur le fait qu'en respectant toute indépendance l'hypothèse européenne, c'est-à-dire alors qu'il s'agit d'une simple mesure de précaution sans relation avec un prêt-rumour, on obtient à traiter hors réglementaire les autres plants hors de la zone de protection de chemin de fer que ceux situés à moins de 6 mètres de la voie pour, mais ailleurs au chemin de fer, pour lesquels, en dehors de cas d'urgence, l'art. 10 de la loi de 1875 n'est pas applicable. Pour éviter ce résultat, il faudrait, par une mesure ad hoc, prévoir expressément l'attribution de ce pouvoir d'acte, solution qu'il sera peut-être malade de faire accepter par le pouvoir public.

Le Chef du Contentieux,

- Ant. 4. -  
Je pensais d'avoir de  
compléter comme suit.  
" ... maintenant notre  
de toutes nouvelles  
par les soins et aux frais  
du propriétaire, et d'ajouter  
au compte de celui-ci par  
les parties des cheques  
de son ... " ,

- Feb. 3. -

S. J.  
Jr. no 4.528 ch

$$\begin{array}{r} V. \text{ Bet.} : \\ V_{\text{of}} 22490-1 \\ \hline 110 \end{array}$$

Monsieur le Directeur  
du Service Central des Installations Fixes,

Par votre lettre du  
23 janvier dernier, vous avez bien  
voulu me adresser, en me demandant  
de les examiner :

de les examiner :

1.<sup>o</sup> un projet de lettre, à soumettre à la signature de M. le Directeur Général, exposant la question des sentiers en ce qui concerne les plantations aux abords des voies ferrées ;

des voies ferrées,  
2<sup>o</sup> deux projets de loi ayant pour but,  
l'un, de compléter ces routes, l'autre,  
d'étendre aux abords des passages à niveau  
munici de barrières, les interdits de circulation  
existants aux passages à niveau sans barrières  
par le décret-loi du 30 octobre 1935.

par le même motif, j'ai l'honneur de vous indiquer  
ci-joint quel ~~ces différents projets~~ <sup>seront</sup>  
bien de ~~une part~~ <sup>les</sup> quelques observations  
auxquelles ~~ces différents~~ <sup>les</sup> projets donnent  
lieu de ~~une part~~.

A. - Projet de lettre à M. R.  
Président Guinand.

- Page 2, 2-a) -

la loi des 19-22 juillet 1791, ne  
~~devait pas être~~ citée à la suite de l'arrêt  
de Cassation du 17 mars 1921 et de  
l'ordonnance royale du 4 août 1781, ~~et~~ ~~la~~ ~~loi~~.



~~en effet~~ ni l'absence pas, comme ces  
deux autres, par la suite de plantation de  
arbres aux abords des voir publiques; elle  
concerne les pouvoirs des Maires en matière  
de sécurité de la circulation, pourvu en outre  
surquel ceux-ci peuvent percevoir l'abatage  
des arbres présentant un danger imminent  
de chute. Elle devrait donc être rattachée  
de l'insinuation.

- Page 5, 3ème alinéa. -

Il n'est pas très exact de dire que la  
loi du 26 Mars 1924 nous donne la faculté  
de débroussailler "moyennant indemnité".  
En réalité l'exercice de cette servitude, qui  
ne peut porter, sauf entente avec les propriétaires,  
que sur les murs-bois, à l'exclusion de  
toutes autres propriétés et de toutes espèces  
d'utilité ou d'agrement, ne donne lieu  
à aucune indemnité, d'où vient, par  
application de l'art. 1382 C. Civ. expressément  
visé par la loi, en cas de faute ayant  
entraîné un préjudice (Travaux préparatoires,  
Sirey, Lois annotées 1926, p. 272, note 3).

On pourrait également dire :

"... nous donne la faculté de débroussailler;  
cette opération, toutefois, ne peut porter  
sur les creux, fossés et autres qu'après  
accord avec les propriétaires et moyennant  
indemnité".

- Page 9. -

Même observation que pour la page 8.  
Supprimer : au 1er alinéa, "la loi du  
19.22 juillet 1791", et, au 3ème alinéa,  
les mots "et loi".

B. - 1er projet de loi (plantations).

- Art. 1er. -

Il serait préférable de supprimer, aux 1er et 2ème alinéas,  
les mots "en principe", qui entrent  
à la loi de son caractère impératif, -  
et ajouter "Toutefois" en tête du  
3ème alinéa.

- Art. 2. -

1) Je pense qu'en concordance avec  
l'asprouton figurant au sommaire de la  
page 5 de votre projet de loi, <sup>il aurait lieu</sup> ~~vous~~  
pourriez compléter ainsi l'article 2 :

"... qui reste en demeure par arrêté  
" préfectoral pris à la demande du Service  
" du Contrôle de la voir ferrée ..."

2) Je <sup>dois estimer que</sup> ~~suppose que~~, sans votre pensée,  
les arbres existants et qui risquent de craquer  
de recroquerement devraient être élagués,  
élagués ou abattus sans aucune indemnité,  
- auquel cas il courrait de la surven  
en fin d'arrêté : "... ou abattus aux frais



## II. - Projets de loi. -

### A. - Plantations

#### Art. 1<sup>er</sup> -

- <sup>aux 2<sup>es</sup> et 3<sup>es</sup> alinéas</sup>  
Supprimer "les mots" "en principe",  
peu compatibles avec le caractère impératif  
de la loi, - et ajouter, en tête de  
l'alinéa : "Toutefois les préfets..."  
- Au 1<sup>er</sup> alinéa, au lieu de : "comportant  
une clause stipulant que...", il vaut plus simple  
de dire : "stipuleront que..."  
- les termes "recept" (1<sup>er</sup> al.), "recense"  
(2<sup>es</sup> al.) peuvent-ils être modifiés ? Sont-ils  
adéquats à l'opération envisagée ?

#### Art. 2. -

- Le Service a-t-il pas outrepassé d'ajouter  
"par arrêté préfectoral pris sur la demande"  
du Service du Contrôle de la Foret ?  
(voir, en effet, l'arrêté au sujet de la  
la p. 5 du projet de loi à M. Guinand) ?  
- Quant à l'indemnité, en cas d'abattage  
d'un arbre ~~autorisé~~ au ~~chacun~~ de ses  
plantés hors de la zone de 6 mètres ?  
Il faut observer, en effet, qu'il s'agit d'après  
le texte, ~~non pas~~ que c'est l'hypothèse envisagée  
par le projet de loi. C'est, non pas celle d'un



arbre présentant un tronc uniformement  
(pour qu'il faudrait statuer, et pour cela,  
on devrait recourir à une procédure d'expertise  
compliquée, que l'on a justement voulu  
éviter), mais celle d'un arbre "dont la  
provenance peut surprendre les caractères de  
surprenamment sur le chemin de fer."

En supposant toute résurrection, on  
aboutirait à traiter plus d'avantage  
ces autres plaques hors de la zone de protection  
que ceux situés à moins de 6 mètres,  
mais autorisés au chemin de fer,  
pour lesquels l'art. 10. de la loi du  
19 juillet 1845 prévoit l'insémination  
(sans en cas d'urgence)

Ad. 3.-

Il est très curieux que cet article ne statue que pour l'avenir.

que pour l'avenir.  
La suppression d'écrits récents existants  
ne pourrait se faire sans inconvénient  
qu'en entreprenant au principe appliquer tout  
de suite de 19 août 1893 et 26 mars  
1924.

1924.

24. "Le traité Cornwalles" par le roi et aux fins de la propriété  
de la terre de Cornwalles par le roi et aux fins de la propriété  
et à l'effet, au sujet de la loi par le roi et aux fins de la propriété

B. - *Sesuvium de Rivulato*. -

Au lieu d'ajouter " muni ou non de barrière ", on pourrait se contenter de dire le " correctement à niveau " pour

aucune qualification, en supposant  
purement et simplement le mot  
"non muni de barrières" l'air de  
feste de D.L. 30 dit du 1939.

— le Service des Installations Techniques  
a glissé sans son projet une adhésion,  
pour ce n'est guedouy ni dany <sup>l'expression</sup> d'  
motif, ni son projet de lettre à M. Guenard.

l'attributive de mesures ~~prises~~  
par le D.L. 30 octobre 1933 était l'avis  
par ce texte "à la diligence de  
l'autorité chargée de la gestion de la voirie  
publique"

Il est arrivé, dans le projet :

" ou de l'exploitation du chemin de fer ".

Cette question est-elle secondaire ?  
 Le S.N.C.F., ou, tout au moins, le Service  
 de Control, n'est-il pas, en ce qui concerne  
 la voie ferrée, "l'autorité" chargée de la  
 gestion de la voie publique".

gestion de la zone publique  
et si, au contraire, le Direct la considère  
réserver aux <sup>vrais</sup> services de la Police  
des plans de déplacement, la modification  
demandée par la S.N.C.F. sera-t-elle  
admise ? -

Le plaçant unique.  
vient au point de vue  
de l'infinitif de la  
circulation, nous ne,

9. 2. 40



(12)

On ne voit pas très bien l'utilité de modifier le texte des arrêtés préfectoraux pris en application de la Circulaire Ministérielle du 4 août 1934, pour y introduire le dispositif résultant d'un plan de dragage établi en vertu de D.L. du 20 octobre 1935.

Les baux respectifs de ces deux entreprises ne se confondent pas : la première s'applique principalement aux bords et plantations établies dans la zone de protection de la zone saine ; la seconde, au contraire, ne se limite pas à cette zone. Et, dans la deuxième hypothèse, le plan de dragage est <sup>fixé</sup> par la loi de la servitude ; sans qu'il soit nécessaire de la renvoyer à l'arrêté dans le texte que l'on propose de modifier.

Il peut, par ailleurs, y avoir intérêt à maintenir le texte actuel qui permet d'augmenter la largeur de la zone de servitude de hauteur de bords par arrêté spécial pris à la demande de l'entrepreneur, sur la proposition de l'arrêté du Service du Contrôle, sans recourir à la procédure plus compliquée prévue par le D.L. 30 octobre 1935 (établissement d'un plan de dragage - enquête - approbation par le préfet après avis du Conseil municipal et, s'il y a lieu, du Conseil général - notification de cette approbation aux propriétaires riverains) ; procédure qui conduit au surplus l'attributaire d'une servitude compensatoire du dommage direct, matériel et certain résultant de l'établissement de la servitude.

## Observations

### I. - Projet de lettre à M. le Préfet de Guinand

- (1) La loi des 19-22 juillet 1891 n'intervient pas la limite de plantation des arbres. Elle concerne les pouvoirs des maires en matière de servitude de la circulation, et devrait être rédigée plus tard, à propos de la question de l'abaissement des arbres situés en dehors de la zone de protection de 6 mètres (voir Observ. (4)).
- (2) L'application de l'art. 5 de la loi de 1891 aux plantations, pour le calcul de la distance à observer, a été, en effet, consacré par la jurisprudence (D. R. P., 1<sup>er</sup> Chemin de fer, p. 559 ; - Cons. Etat 27 février 1891, D. R. P. 5.97).  
Mais il conviendrait peut-être de préciser qu'il s'agit d'une extension de texte. Le projet pourrait être ainsi complété :  
" la limite du chemin de fer à partir de laquelle cette distance de 6 mètres est à prendre est définie par l'art. 5 de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1891, qui, bien qu'il ne vise que les constructions, a été déclarée applicable également aux plantations (Cons. d'Etat 27 février 1891).  
" Le texte est ainsi libellé : .... "

- (3) Le terme "reciprocité" est-il bien choisi ?  
La disposition qui en donne le nouveau petit



Arbreux. Seroune illustre est la  
surtout : " Couper un jeune ar-  
bre de terre ou un peu au - dessus du  
point où il a été greffé " .

(4) Il paraît intéressant de rappeler la législation  
à laquelle il est fait allusion pour l'abattage  
des arbres situés en dehors de la zone de  
protection.

du pourrât compléter ainsi :

- " ... la législation sur les monuments
- " menaçant ruine (loi des 19-22 juillet
- " 1791, art. 46 ; - loi du 5 avril 1884,
- " art. 997 et s. ; - loi du 21 juin 1898
- " sur le Code rural, art. 2 à 7 ) ... "

(5) Voir les observations présentées au sujet  
de l'art. 2 du projet de loi .

(6) L'exercice de la servitude de débroussaillage,  
qui ne peut porter, sans contredit avec les  
propriétaires, que sur les arbres-buis, et  
l'exclusion de toutes autres forêts et  
de toutes autres d'utilité ou d'agrément,  
ne donne lieu à aucune indemnité,  
et ce n'est, par application de l'art. 1382 C. Civ.,  
exceptionnellement réservé par la loi, en cas de  
faute ayant entraîné un préjudice (voir  
note 3) .

- " Comme l'a fait remarquer M. Chirac,
- " l'existence de l'obligation, " art. 1382
- " suppose, non seulement un préjudice,
- " mais une faute en relation avec ce
- " préjudice . Il ne pourra y avoir lieu
- " à réparation que s'il y a eu faute, et

" non pas si l'on a fait pour normalement  
" la loi sans commettre une faute " (Prat,  
" Spécie du 29 février 1924 ; J.O. 7<sup>me</sup> Mars,  
" Droit pénal ", p. 197 ) .

D'ailleurs la loi du 19 août  
1893 relative à la région de Maubeuf et  
de l'Estrel, dont la loi de 1924 n'est  
que l'extension à tout le territoire, ne  
prévoit d'indemnité que s'il y a abattage de  
buis d'espèces arborescentes, et non s'il y a  
simple débroussaillage .

(7) Voir les observations présentées au sujet de  
l'art. 3 du projet de loi .

(8) Voir les observations présentées au sujet  
du projet de loi .

(9) Supprimer " la loi des 19-22 juillet 1791 "  
qui n'a pas de rapport avec la question  
( V. Rev. (1) ) .

(10) En harmonie avec le texte de l'art. 671 mod.,  
tel qu'il est résultant de l'art. 671 mod.  
par l. 20 août 1887 .

(11) On sait quel l'argument . Il est,  
d'ailleurs inutile, la phrase précédente  
suffisant à expliquer comment la suppression  
apportée aux règlements en matière de  
grande voirie tout, par extension,  
applicable au chemin de fer .



Monsieur le Président,

A propos d'un règlement amiable de dommages causés par un incendie, le Comité de Direction avait posé la question de savoir si l'on pourrait imposer aux riverains une servitude pour la création d'une zone pare-feu, ou tout au moins une servitude de débroussaillage dans le voisinage de la voie ferrée. Par lettre du 27 Novembre dernier, je vous ai fait part de mon opinion sur la question et M. le Président GRIMPRET s'est rallié à mes conclusions à savoir qu'il serait difficile d'amener les pouvoirs publics à créer de telles servitudes, sans indemnité, mais a suggéré l'étude d'une servitude consistant en l'interdiction de planter, à l'avenir, jusqu'à une certaine distance des voies ferrées ; une telle servitude présentant de l'intérêt non seulement en ce qui concerne les incendies, mais encore pour limiter les risques d'accidents dus aux chutes d'arbres.

Par note du 8 Décembre, vous avez bien voulu me demander de faire préparer la proposition utile.

A cette occasion et puisqu'un projet de loi est envisagé, je me suis demandé s'il ne convenait pas de compléter en même temps toute la réglementation concernant les plantations le long des voies tant au point de vue du danger de chute des arbres sur la voie et d'incendie qu'à celui de la visibilité sur la voie aux abords des passages à niveau.

J'ai été amené à préparer :

1°) Un projet de loi complétant les servitudes relatives aux plantations le long des voies par des dispositions non onéreuses pour la S.N.C.F. susceptibles de renforcer notre garantie contre des accidents ou de réduire les risques d'incendie.

.....

Monsieur GUINAND,  
Président du Conseil d'Administration  
de la Société Nationale des Chemins de  
Fer Français, 88, rue Saint-Lazare, Paris.



2°) Un projet de loi étendant à tous les passages à niveau les dispositions du décret-loi du 30 Octobre 1935 sur les servitudes de visibilité qui ne sont applicables actuellement qu'aux passages à niveau déjà démunis de barrières.

3°) Une modification des arrêtés préfectoraux réglementaires, pris en application de la circulaire ministérielle du 4 Août 1934 prescrivant, le long du chemin de fer et au voisinage des passages à niveau, des dispositions pour l'élague des haies et des plantations analogues à celles en vigueur le long des routes et qu'a indiquées M. le Président GRIMPRET.

(es différents points sont examinés en détail ci-après :



I - Servitudes relatives aux plantations  
aux abords des voies ferrées.

Les plantations le long des voies ferrées sont déjà soumises à certaines restrictions en vertu de l'article 5 de la loi du 15 Juillet 1843 sur la police, la sûreté et l'exploitation du Chemin de fer ainsi conçu :

"Sont applicables aux propriétés riveraines des chemins de fer les servitudes imposées par les lois et règlements sur la grande voirie et qui concernent :

- "l'alignement,
- "l'écoulement des eaux,
- "l'occupation temporaire des terrains, en cas de réparation
- "la distance à observer pour les plantations et l'élagage des arbres plantés,
- "le mode d'exploitation des mines, minières, tourbières, carrières et sablières, dans la zone déterminée à cet effet

Cet article rend donc applicable aux voies ferrées :

a) l'arrêt du Conseil du Roi du 17 Juin 1781, l'Ordonnance royale du 4 Août 1781, <sup>(1)</sup> la loi des 19-22 Juillet 1891 citée par M. le Président GRIMPRET et qui interdisent aux riverains de planter des arbres ou haies vives à moins de 6 pieds (1 m 95) des limites des grandes routes.

b) La loi du 9 Ventôse, an XIII.

L'article 5 de cette loi est libellé comme suit :

Art. 5 " Dans les grandes routes dont la largeur ne permettra pas de planter sur le terrain appartenant à l'Etat,

...



"lorsque le particulier riverain voudra planter des arbres  
"sur son propre terrain à moins de 6 mètres de distance de  
"la route, il sera tenu de demander et d'obtenir l'aligne-  
"ment à suivre, de la préfecture du département ; dans ce  
"cas, le propriétaire n'aura besoin d'aucune autorisation  
"particulière pour disposer entièrement des arbres qu'il  
"aura plantés.

La servitude ainsi édictée, qui subordonne la plantation  
d'arbres dans une zone de 6 m à une autorisation préalable,  
s'applique aux semis naturels, ainsi qu'il résulte d'un arrêt  
du Conseil d'Etat en date du 19 Juillet 1939, qui comporte le  
considérant suivant :

"Considérant, d'une part, que la servitude instituée par  
"l'article 5 de la loi du 9 Ventôse an XIII, dans l'intérêt  
de la conservation du domaine public et rendue applicable  
"aux propriétés riveraines des chemins de fer par l'arti-  
"cle 3 de la loi du 15 Juillet 1845, doit, d'après son  
"objet même, ne pas s'appliquer seulement aux arbres plan-  
"tés par le propriétaire, mais aussi aux arbres provenant  
"de semis naturels, qui ont poussé sur le terrain de  
"celui-ci; que le sieur MUNSCH, à qui il incombait de se  
"conformer aux obligations résultant pour lui de la dite  
servitude, n'est, dès lors, pas fondé à soutenir que, par  
"l'arrêté attaqué, le préfet du département du Puy-de-Dôme,  
"agissant en vertu des pouvoirs qui lui appartiennent en  
"matière de grande voirie, lui a enjoint d'abattre à ses  
"frais un certain nombre d'arbres à haute tige qui avaient  
"poussé, sur un terrain dont il est propriétaire, à une dis-  
"tance de la voie ferrée inférieure à six mètres.

(2) La limite du Chemin de fer à partir de laquelle cette  
distance de 6 mètres est à prendre est définie par l'article 5  
de la loi du 15 Juillet 1845 ainsi libellé :

"A l'avenir, aucune construction, autre qu'un mur de clô-  
"ture, ne pourra être établie dans une distance de deux  
"mètres d'un chemin de fer.

"Cette distance sera mesurée soit de l'arête supérieure du  
"déblai, soit de l'arête inférieure du talus du remblai, soit  
"du bord extérieur des fossés du chemin, et, à défaut, d'une  
"ligne tracée à un mètre cinquante centimètres à partir des  
"rails extérieurs de la voie de fer."

.....



Il existe donc le long des lignes de chemin de fer une zone de 1 m 95 dans laquelle il est interdit de planter et une zone s'étendant entre 1 m 95 et 6 m dans laquelle la plantation d'arbres à haute tige est soumise à une autorisation préalable.

(3) Ces servitudes pourraient être complétées par une servitude nouvelle en vertu de laquelle les arbres à haute tige ne pourraient être établis, à l'avenir, tant dans la zone de 6 m qu'au delà, qu'à une distance du chemin de fer égale à leur hauteur en plein développement augmentée de 2 m; ceux dont la taille viendrait, au cours de leur croissance, à excéder la hauteur autorisée, devraient être recépés sans indemnité. Toutefois, en vue d'appliquer ce principe avec toute la souplesse permise par les circonstances, chaque fois que la sécurité des trains n'est pas en jeu, le Préfet pourrait, après avis du Service du Contrôle de la Voie Ferrée, accorder des dérogations pour les arbres dont les conditions d'établissement ne font pas craindre un risque de renversement vers le chemin de fer (par exemple, arbres plantés dans un sol ferme, d'une essence dure qui ne donne pas lieu à pourriture du tronc, on encore arbres quelconques situés de telle sorte que les vents les plus violents les renverseraient plutôt à l'opposé du chemin de fer, arbres plantés au pied d'un remblai élevé.)

Les dispositions ci-dessus, qui font l'objet de l'article 1er du projet de loi, règlent la question pour les arbres à planter.

En ce qui concerne les arbres existants, il convient de distinguer ceux situés dans la zone de servitude de 6 m et ceux situés en dehors de cette zone.

Pour les premiers, l'article 10 de la loi du 15 Juillet 1845 nous donne la possibilité de faire abattre, moyennant une juste indemnité, si la sûreté publique ou la conservation du chemin de fer l'exige, ceux qui sont antérieurs à l'établissement du chemin de fer; quant à ceux postérieurs à cet établissement, ou bien ils ont été plantés sans arrêté préfectoral les autorisant et alors nous pouvons obtenir leur abatage sans indemnité après prise d'un arrêté préfectoral les interdisant ou bien ils ont été autorisés et dans ce cas l'arrêté préfectoral a du prescrire toutes les mesures nécessaires pour qu'ils ne deviennent pas dangereux pour le chemin de fer.

(4) Pour les arbres en dehors de la zone de 6 m et qui sont susceptibles de devenir dangereux pour le chemin de fer, nous pouvons également en obtenir la suppression, mais après une procédure assez compliquée, l'intervention du Service du Contrôle et en invoquant, par une extension qui peut soulever quelques difficultés d'application, la législation sur les immeubles menaçant ruines. Mais cette procédure est longue ce qui n'est pas sans être susceptible de présenter un certain péril.

Il y aurait intérêt à préciser les conditions dans lesquelles ces derniers arbres peuvent être abattus; c'est

.....



à la demande du Service du Contrôle de la Voie Ferrée

(5)

le but de l'article 2 du projet de loi qui prévoit qu'un arrêté préfectoral pourra prescrire l'abatage ou l'élagage des arbres qui ne répondent pas aux prescriptions de l'article 1 en ce qui concerne leur hauteur, et qui sont susceptibles d'inspirer des craintes de renversement.

Les articles 1 et 2 régleront ainsi la question des arbres susceptibles de constituer un danger pour le chemin de fer.

(6)

En ce qui concerne le danger d'incendie, la loi du 26 Mars 1924 nous donne la facilité de débroussailler moyennant indemnité.

Ci-dessous l'extrait visant le débroussaillage :

"Art. 2.- Lorsqu'il existera, à moins de 20 mètres de la limite de l'emprise des voies ferrées, des terrains en nature de bois, forêt ou lande boisée, les compagnies de chemins de fer auront le droit, sous réserve de l'application de l'article 1382 du Code Civil, et après en avoir avisé les propriétaires intéressés, de débroussailler une bande longitudinale sur une largeur de 20 mètres à partir du bord extérieur de la voie.

"Le débroussaillage ne pourra porter, sauf entente avec les propriétaires, que sur les morts-bois, à l'exclusion de toutes les essences forestières et de toutes les essences d'utilité ou d'agrément.

"Dans le mois qui suivra le débroussaillage, les propriétaires pourront enlever tout ou partie des produits, les compagnies restant chargées de faire disparaître le surplus.

"Les contestations auxquelles pourront donner lieu l'exercice de la servitude et le règlement des indemnités seront portées, en dernier ressort, devant le juge de paix du canton.

"L'exercice de la servitude ne devra restreindre en rien le droit pour le propriétaire d'exploiter sa propriété à son gré, sous réserve des prescriptions de l'article 219 du Code forestier."

.....



D'autre part, la loi du 19 Août 1893 relative à la Région des Maures et de l'Estérel a prescrit dans son article 11 la création de tranchées pare-feu, mais n'accorde d'indemnité que pour les arbres à abattre puisqu'elle spécifie :

"Les propriétaires pourront seulement réclamer une indemnité à raison de l'abatage des bois d'essences résineuses auquel cas ladite indemnité sera fixée suivant la procédure et les formes de la loi du 21 Mai 1836.

J'ai donc pensé qu'il pourrait être intéressant d'interdire l'établissement, dans les terrains en nature de bois, forêt ou lande boisée et dans une zone de 20 m du chemin de fer, des arbres d'essence résineuse.

(7) D'où l'article 3 du projet de loi préparé qui prévoit non pas une interdiction absolue, qui pourrait paraître abusive aux pouvoirs publics, mais donne aux préfets le droit d'imposer cette servitude partout où elle paraîtrait nécessaire au Service du Contrôle de la Voie Ferrée. Une telle servitude semble pouvoir être imposée sans indemnité.

Enfin j'ai ajouté un article 4 donnant le droit aux préfets, lorsqu'il y a création de forêts nouvelles, d'imposer une zone pare-feu de 20 m de large le long des voies ferrées, qui devra être constamment maintenue nette de toute broussaille et où il ne pourra être établi que des plantations d'une nature déterminée suivant un tracé prescrit. C'est en ce qui concerne l'obligation de ne planter que des arbres d'essence déterminée l'extension à tout le territoire, pour les forêts nouvelles, de la servitude créée par l'article 11 de la loi du 19 Août 1893 dans la Région des Maures et de l'Estérel puisque cette loi y interdit le maintien des plantations résineuses.

## II - Servitudes de visibilité aux abords des passages à niveau.

Le texte du décret-loi du 30 Octobre 1935 relatif aux servitudes de visibilité est le suivant :

"Art. 1er.- Les propriétés riveraines ou voisines des voies publiques, à proximité de croisements, virages ou

.....



"points dangereux ou incommodes pour la circulation  
"publique peuvent être frappés de servitudes destinées  
"à assurer une meilleure visibilité.

"Art. 2.- Les servitudes de visibilité comporteront,  
"suivant le cas :

1°) l'obligation de supprimer les murs de clôtures  
"ou de les remplacer par des grilles, de supprimer les  
"plantations gênantes, de ramener et de tenir le terrain  
"et toute superstructure à un niveau au plus égal au  
"niveau qui sera fixé par le plan de dégagement prévu  
"à l'article 3 ci-après;

2°) L'interdiction absolue de bâtir, de placer des  
"clôtures, de remblayer, de planter et de faire des  
"installations quelconques au-dessus du niveau qui sera  
"fixé par le plan de dégagement ;

3°) Le droit pour l'administration d'opérer la résec-  
"tion des talus, remblais et de tous obstacles naturels,  
"de manière à réaliser des conditions de vue satisfai-  
"santes.

"Art. 3.- Un plan de dégagement déterminera, pour  
"chaque parcelle, les terrains sur lesquels s'exerce-  
"ront des servitudes de visibilité et définira la na-  
"ture de ces servitudes.

"Ce plan sera soumis à une enquête dans les formes  
"prescrites pour les plans d'alignement des voies  
"publiques qu'elles concernent. Si ces voies appar-  
"tiennent à des catégories différentes, l'enquête sera  
"celle qui est prévue pour la voie relevant de l'auto-  
"rité la plus élevée.

"Il sera approuvé par le préfet après avis du conseil  
"municipal s'il y a lieu du conseil général.

"Notification de cette approbation sera faite aux  
"propriétaires intéressés et l'exercice des servitudes  
"commencera à courir à la date de cette notification.

.....







### III - Elagage des haies et plantations

(9) Un arrêt du Conseil du Roi du 17 Juin 1721, une Ordonnance royale du 4 Août 1731, [la loi des 19-22 Juillet 1791] ont interdit aux riverains de planter des arbres ou haies à moins de 6 pieds (1 m 95) des limites des grandes routes.

(10) Cette interdiction, en ce qui concerne les haies, a été levée puisque dans l'arrêté réglementaire sur les permissions de grande voirie du 15 Janvier 1907 les haies vives sont placées à 0 m 50 en arrière de ces alignements. En application d'une circulaire ministérielle du 1er Juin 1928 la précision suivante a été apportée : "les haies vives sont placées à une distance qui ne peut être inférieure à 0 m 50."

(9) Les mêmes atténuations aux prescriptions des arrêt, ordonnance royale [et loi] précités, applicables au chemin de fer d'après l'article 3 de la loi du 15 Juillet 1845, sont valables pour celui-ci. En effet l'article 5 de cette loi indique qu'à l'avenir aucune construction, autre qu'un mur de clôture, ne pourra être établie dans une distance de 2 m du chemin de fer. Il y a donc, dans cette distance, possibilité implicite d'établir des haies.

(11)

Afin d'améliorer la sécurité de la circulation des véhicules routiers, les circulaires du 1er Juin 1928, 9 Mars 1929 et 27 Novembre 1936 (Travaux Publics) ont précisé les obligations imposées aux riverains de voies publiques dépendant de la grande voirie en ce qui concerne l'établissement et la conservation des plantations.

Les prescriptions de ces circulaires sont les suivantes

"Haies vives - Les haies vives sont, sous réserve des prescriptions de l'article 33 ci-après, placées à une distance qui ne peut être inférieure à 0 m 50.

"Elagage des haies et plantations. Les conditions de l'élagage des haies et plantations sont déterminées par des arrêtés spéciaux, à raison de l'essence des arbres et des circonstances locales.

"Les haies seront toujours conduites de manière que leur développement, du côté de la voie publique, ne fasse aucune saillie sur le sol appartenant à la route. Dans la zone de servitude de 1 m 95 de largeur, instituée par la législation existante, elles ne devront jamais s'élever à plus d'un mètre de hauteur au-dessus de l'axe

...



"de la chaussée, sur les sections de route où une  
"plus grande hauteur risquerait, soit de nuire à  
"la route, soit de gêner la circulation, en restrei-  
"gnant la visibilité. Ces sections de routes seront  
"déterminées par arrêtés spéciaux.

"Au cas d'inobservation des prescriptions ci-  
"dessus l'Administration, après mise en demeure,  
"poursuivra l'enlèvement, aux frais des intéressés,  
"des haies ou plantations, établies ou entretenues  
"dans des conditions irrégulières."

"Les sections de route en cause sont définies de la  
manière suivante:

"Les sections de route devant faire l'objet  
"de cette réglementation spéciale comprennent né-  
"cessairement toutes les parties où l'élagage des  
"plantations riveraines est indispensable pour  
"assurer le maintien en état de la chaussée et tou-  
"tes celles où une visibilité défectueuse crée un  
"danger pour la circulation notamment sur une lon-  
"gueur comprise entre 50 et 100 mètres de part et  
"d'autre de tous les passages dangereux : croise-  
"ments, bifurcations, tournants, passages à niveau  
"etc....ainsi que les parties en courbe d'un rayon  
"inférieur à deux cents mètres."

De son côté le Ministre de l'Intérieur, par cir-  
culaire du 7 Février 1928, a donné des instructions  
analogues visant les riverains des chemins vicinaux et  
des arrêtés réglementaires spéciaux ont été pris par les  
Préfets pour faire appliquer ces circulaires.

M. le Ministre des Travaux Publics, par circulaire  
en date du 4 Août 1934, a décidé qu'il y avait lieu de  
compléter les mesures ainsi prises par des prescriptions  
analogues à l'égard des propriétaires riverains du Chemin  
de fer aux abords des passages à niveau de toutes caté-  
gories et, en application de cette circulaire, des arrêtés  
réglementaires ont été pris par les Préfets visant l'é-  
lagage des haies et plantations, aux abords des passages  
à niveau, comportant les prescriptions suivantes :

"Article 1er.- Les haies situées sur les propriétés  
"riveraines de chemin de fer dans la zone de servi-  
"tude de 1 m 95 de largeur instituée par la

....



"législation en vigueur, comptée à partir de la  
"limite du chemin de fer, ne devront jamais s'élever  
"à plus d'un mètre de hauteur, au-dessus du niveau  
"du rail, aux abords des passages à niveau des voies  
"ferrées de toute nature et sur une longueur de  
"100 mètres de chaque côté de ces passages. Cette  
"longueur de 100 mètres pourra être augmentée,  
"dans des cas particuliers, par des arrêtés spéciaux  
"pris à la demande des Réseaux intéressés, sur la  
"proposition du Service de Contrôle de l'Etat sur  
"les chemins de fer.

"Art. 2. - L'égouttage des plantations effectuées sur  
"les terrains longeant les chemins de fer sera assu-  
"ré par les propriétaires de ces terrains de manière  
"qu'aucune branche ne fasse saillie sur le domaine  
"public.

"En outre, <sup>sur</sup> les sections de 100 mètres, telles  
"qu'elles sont définies à l'article 1er ci-dessus,  
"les plantations devront être élaguées dans la zone  
"de servitude, de telle sorte qu'il ne subsiste au-  
"cune branche à une hauteur inférieure à 3 mètres  
"au-dessus du rail.

"Art. 3. - En cas d'inobservation des prescriptions  
"ci-dessus, l'Administration, après mise en demeure,  
"poursuivra l'enlèvement aux frais des intéressés  
"des haies et plantations établies ou entretenues  
"dans des conditions irrégulières.

"Art. 4. - Le présent arrêté n'est pas applicable aux  
"voies ferrées d'intérêt local empruntant les voies  
"publiques.

"Art. 5. - Les Ingénieurs en chef du Contrôle des  
"Chemins de fer d'intérêt général et d'intérêt local  
"sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller  
"à l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré  
"dans le "Recueil des Actes Administratifs de la  
"Préfecture" et publié dans l'étendue du Département."

Depuis la publication de cet arrêté, ainsi que nous  
avons eu l'occasion de le mentionner au chapitre II de  
la présente lettre, un décret-loi du 30 Octobre 1935 a  
permis l'établissement de plans de dégagement aux abords

.....



des croisements à niveau, non munis de barrières et nous proposons d'étendre les effets de ce décret-loi à tous les passages à niveau.

(12) Dans ces conditions, les articles 1 et 2 des arrêtés préfectoraux sus-visés pourraient être modifiés - lorsque la loi visée au chapitre ci-dessus sera intervenue - en ce qui concerne la longueur, ainsi qu'il suit:

*Zone de servitude de hauteur des haies, ainsi qu'il suit*

X "Art. 1er. - Les haies situées sur les propriétés riveraines du Chemin de fer dans la zone de servitude de 1 m 95 de largeur instituée par la législation en vigueur, comptée à partir de la limite du chemin de fer, ne devront jamais s'élever à plus d'un mètre de hauteur, au-dessus du niveau du rail, aux abords des passages à niveau sur une longueur minimum de 100 mètres de chaque côté de ces passages. Cette longueur pourra être augmentée, comme il sera précisé aux plans de dégagement établis en application du décret-loi du 30 Octobre 1935 et de la loi du....."

"Art. 2. - L'élagage des plantations effectuées sur les terrains longeant les chemins de fer sera assuré par les propriétaires de ces terrains de manière qu'aucune branche ne fasse saillie sur le domaine public.

" En outre, sur les sections de 100 mètres telles qu'elles sont définies à l'article 1er ci-dessus et dans les zones de servitude prévues aux plans de dégagement les plantations devront être élaguées de telle sorte qu'il ne subsiste aucune branche à une hauteur inférieure à 3 mètres au-dessus du rail."

Si vous êtes d'accord sur les dispositions envisagées, je vous adresserai un projet de lettre au Ministre.

Votre respectueux et dévoué,



PROJET DE LOI

---

Article 1er. - L'article 6 du décret-loi du 30 Octobre 1935, relatif aux servitudes de visibilité, est modifié ainsi que suit :

"Les dispositions du présent décret sont également  
"applicables, à la diligence de l'autorité chargée  
"de la gestion de la voie publique [ou de l'exploit-  
|| "tant du chemin de fer,] aux propriétés riveraines  
"ou voisines d'un croisement à niveau, [muni ou non  
"de barrières,] d'une voie publique et d'une voie  
"ferrée."



EXPOSE des MOTIFS

Le décret-loi du 30 Octobre 1935 a institué une servitude de visibilité, dont sont frappées les propriétés riveraines ou voisines des voies publiques, à proximité de croisements, virages ou points dangereux pour la circulation publique. En vertu de l'article 6, les dispositions de ce décret sont applicables aux propriétés riveraines ou voisines d'un croisement à niveau, non muni de barrières, d'une voie publique et d'une voie ferrée.

Il est cependant incontestable qu'il y a le plus grand intérêt, au point de vue de la sécurité, à pouvoir augmenter la visibilité de la route sur la voie également aux passages à niveau munis de barrières. En outre, une bonne visibilité facilite grandement le travail des gardes des passages à niveau, en particulier de ceux manoeuvrant des barrières à distance et par suite réduit les chances d'accident.

L'objet de la présente loi est d'étendre aux passages à niveau munis de barrières les dispositions du décret-loi du 30 Octobre 1935.



## EXPOSE des MOTIFS

En vertu de la loi du 9 Ventôse an XIII, rendue applicable aux chemins de fer par l'article 3 de la loi du 15 Juillet 1845, la plantation d'arbres à moins de 6 mètres d'une voie ferrée est subordonnée à une autorisation préfectorale.

Cette distance de 6 mètres est insuffisante pour mettre les trains à l'abri des accidents graves auxquels peut donner lieu la chute sur le chemin de fer d'un arbre renversé par le vent. Or l'expérience prouve que chaque année des arbres s'abattent sur les voies lors des intempéries ; il est donc indispensable de protéger le chemin de fer contre ces risques, non plus seulement par une réglementation édictée il y a plus d'un siècle pour les grandes routes, mais par des prescriptions visant spécialement les dangers que la pratique a révélés.

Ces prescriptions posent comme principe, qu'à l'avenir, les arbres à haute tige ne pourront être établis, tant dans la zone de 6 m qu'au delà, qu'à une distance du chemin de fer égale à leur hauteur en plein développement, augmentée de 2 m ; ceux dont la taille viendrait, au cours de leur croissance, à excéder la hauteur autorisée, devraient être recépés sans indemnité ! Toutefois, en vue d'appliquer ce principe avec toute la souplesse permise par les circonstances, chaque fois que la sécurité des trains n'est pas en jeu, le Préfet pourrait, après avis du ~~Service~~ du Contrôle du chemin de fer, accorder des dérogations pour les arbres dont les conditions



d'établissement ne font pas craindre un risque de renversement vers le chemin de fer (par exemple, arbres plantés dans un sol ferme, d'une essence dure qui ne donne pas lieu à pourriture du tronc, ou encore arbres quelconques situés de telle sorte que les vents violents les renverseraient à l'opposé du chemin de fer), ou bien arbres plantés au pied d'un grand remblai).

Les prescriptions ci-dessus règlent la question pour l'avenir ; en ce qui concerne les arbres situés actuellement au delà de la zone de 6 m et qui ne sont soumis à aucune servitude, il a été prévu qu'un arrêté préfectoral pourrait prescrire l'abatage ou l'étêtage des arbres qui ne répondent pas aux prescriptions ci-dessus et qui sont susceptibles d'inspirer des craintes de renversement.

D'autre part, la présence de bois ou forêts d'essences résineuses en bordure des voies ferrées facilite la propagation des incendies et de fait des sinistres se produisent assez fréquemment, en dépit de l'exécution par le chemin de fer des travaux de débroussaillage prévus par la loi du 26 Mars 1924. La loi du 19 Août 1893 relative à la Région des Maures et de l'Estérel autorise d'ailleurs l'abatage des bois d'essence résineuse dans une zone de 20 m le long des voies ferrées de cette région.

L'article 3 du présent projet de loi donne aux préfets le droit d'interdire l'établissement d'arbres d'essence résineuse dans les terrains en nature de bois, forêt ou lande



boisée et dans une zone de 20 m du chemin de fer, partout où cette servitude paraîtrait nécessaire à l'exploitant du chemin de fer.

Enfin, pour éviter tout danger d'incendie lors de la création de forêts nouvelles, il y a le plus grand intérêt à exiger, le long des voies ferrées, une zone pare-feu de 20 m de large constamment maintenue nette de toute broussaille et dans laquelle il ne pourra être établi que des plantations d'une nature déterminée suivant un tracé prescrit. C'est le but de l'article 4, qui n'impose cependant pas cette servitude d'une façon absolue, mais donne au préfet le droit de l'imposer par arrêté, partout où elle sera jugée utile.



## PROJET de LOI

Article 1er. - A dater de la promulgation de la présente loi, les autorisations préfectorales délivrées, par application de l'article 5 de la Loi du 9 Ventôse an XIII, pour la plantation d'arbres à moins de 6 mètres d'un chemin de fer, comporteront, en principe, une clause stipulant que les arbres devront être établis à une distance de la voie ferrée au moins égale à leur hauteur en plein développement, augmentée de 2 mètres, et que ceux dont la hauteur deviendrait supérieure à cette distance seront recépés sans indemnité et aux frais des propriétaires intéressés.

Au delà de la zone de servitude de 6 mètres instituée par la loi du 9 Ventôse an XIII, les arbres à haute tige ne devront pas, en principe, être plantés à une distance du chemin de fer inférieure à leur hauteur en plein développement, augmentée de deux mètres ; leur recépage sera effectué dans le cas prévu au 1er alinéa et dans les mêmes conditions.

Toutefois, Les Préfets pourront autoriser des dérogations aux prescriptions des 2 alinéas précédents, après avis du Service du Contrôle de la Voie ferrée, lorsqu'il sera reconnu, compte tenu de l'essence des arbres à planter et de la situation des lieux, que la sécurité du chemin de fer ne pourra être compromise en cas de renversement des arbres.

*Après le travail du Service du Contrôle de la Voie ferrée*  
Article 2. - Les arbres existant actuellement à proximité d'une voie ferrée, qui ne répondent pas aux conditions de hauteur définies par l'article 1er, et dont la présence peut inspirer des craintes de renversement sur le chemin de fer, devront, après mise en demeure par arrêté préfectoral, être étetés, élagués ou abattus aux frais des propriétaires intéressés.

Article 3. - Dans les terrains en nature de bois, forêt ou lande boisée, situés en bordure d'une voie ferrée susceptible d'être parcourue par des machines à feu, les Préfets pourront interdire par arrêté, sur avis du Service du Contrôle de la Voie ferrée, l'établissement d'arbres d'essence résineuse à moins de 20 mètres du chemin de fer, qu'il s'agisse de plantations ou de semis naturels.

.....



Article 4. - Lorsqu'il sera créé un bois ou une forêt à proximité d'une voie ferrée, les Préfets pourront imposer par arrêté, sur la proposition de l'exploitant de la voie ferrée, l'aménagement d'une zone pare-feu de 20 mètres de largeur en bordure de la voie ; sur cette zone, qui devra être constamment maintenue nette de toutes broussailles, il ne pourra être établi que des plantations d'une nature déterminée, suivant un tracé prescrit.



S.N.C.F.Service Central des  
INSTALLATIONS FIXES

23 JAN. 1940

Vst. 22 490 - 1

-110

Monsieur le Chef du Service  
du CONTENTIEUX.

Je vous communique, ci-joint, une lettre que je me propose de soumettre à la signature de M. le Directeur Général qui expose toute la question des servitudes en ce qui concerne les plantations aux abords des voies ferrées; 2 projets de loi sont joints à cette note : l'un a pour but de compléter les servitudes à proximité des voies ferrées, et l'autre, d'étendre aux abords des passages à niveau munis de barrières les servitudes de visibilité limitées aux passages à niveau sans barrières par le décret-loi du 30 Octobre 1935.

Je vous prie de me faire connaître le plus tôt qu'il vous sera possible si vous avez des observations à présenter tant pour la lettre que pour les projets de loi.

LE DIRECTEUR

Annexe :

1 dossier.

*M. Chavaume*  
a 7-1-40



----- 12 Février x40

S.J.

4.528<sup>Ch</sup>V.R. :Vst 22.490-1  
110Monsieur le Directeur  
du Service Central des Installations Fixes

Par votre lettre du 23 Janvier dernier vous avez bien voulu m'adresser, en me demandant de les examiner :

1°- un projet de lettre, à soumettre à la signature de M. le Directeur Général, exposant la question des servitudes en ce qui concerne les plantations aux abords des voies ferrées;

2°- deux projets de loi ayant pour but, l'un, de compléter ces servitudes, l'autre, d'étendre aux abords des passages à niveau munis de barrières, les servitudes de visibilité limitées aux passages à niveau sans barrières par le décret-loi du 30 Octobre 1935.

J'ai l'honneur de vous indiquer ci-dessous les quelques observations auxquelles ces différents projets donnent lieu de ma part.

A - Projet de lettre à M. le Président  
GUINAND

- Page 2, I - a) - La loi des 19-22 Juillet 1791,



citée à la suite de l'arrêt du Conseil du Roi du 17 Juin 1721 et de l'Ordonnance royale du 4 Août 1731, n'intéresse pas, comme ces deux autres textes, la limite de plantation des arbres aux abords des voies publiques; elle concerne les pouvoirs des Maires en matière de sécurité de la circulation, pouvoirs en vertu desquels ceux-ci peuvent prescrire l'abatage des arbres présentant un danger immédiat de chute. Elle devrait donc être retranchée de l'énumération.

Page 5 - 3<sup>me</sup> alinéa

Il n'est pas tout à fait exact de dire que la loi du 26 Mars 1924 nous donne la facilité de débroussailler "moyennant indemnité." En réalité, l'exercice de cette servitude, qui ne peut porter, sauf entente avec les propriétaires, que sur les morts-bois, à l'exclusion de toutes essences forestières et de toutes essences d'utilité ou d'agrément, ne donne lieu à aucune indemnisation, si ce n'est, par application de l'article 1382 C. Civ. expressément réservé par la loi, en cas de faute ayant entraîné un préjudice (Travaux préparatoires; Sirey, Lois annotées 1926 p. 272, note 3).

Page 9

Même observation que pour la page 2.

Supprimer : au 1<sup>er</sup> alinéa, "la loi des 19-22 Juillet 1791", et, au 3<sup>me</sup> alinéa, les mots "et loi".



B - 1<sup>er</sup> projet de loi (plantations)

Article 1<sup>er</sup>

Il serait préférable de supprimer, aux 1<sup>er</sup> et 2<sup>me</sup> alinéas, les mots "en principe", qui enlèvent à la loi de son caractère impératif, - et d'ajouter "Toutefois" en tête du 3<sup>eme</sup> alinéa.

Article 2

1) En concordance avec l'adjonction figurant au sommet de la page 5 de votre projet de lettre, il y aurait lieu de compléter ainsi l'article 2:

" .... après mise en demeure par arrêté préfectoral "pris à la demande du Service du Contrôle de la voie  
"fermée ..... "

2) Si vous estimez que les arbres existants et qui inspirent des craintes de renversement, devraient être étêtés, élagués ou abattus sans aucune indemnité, il conviendrait de le préciser en fin d'article : " .... ou abattus aux frais des propriétaires intéressés et sans indemnité ."

Ce texte suppose l'abrogation de l'article 10 de la loi du 15 Juillet 1845. Il serait préférable de prévoir expressément l'abrogation de ce texte.

Article 3

Il est bien entendu que ce texte ne statue que pour l'avenir.



La suppression d'essences résineuses existantes ne pourrait se faire sans indemnité qu'en modifiant les dispositions des lois des 19 Août 1893 et 26 Mars 1924.

Article 4

Je serais d'avis de compléter comme suit : " .....  
maintenue nette de toutes broussailles par les soins et  
aux frais du propriétaire, et, à défaut, au compte de  
celui-ci par les services des chemins de fer, il ne  
pourra .... "

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

*Signé: de Caqueray*